



# **Un choc des civilisations se produit-il au Proche-Orient ?**

**Mémoire du capitaine de corvette Laurent SUDRAT  
stagiaire de la 12<sup>ème</sup> promotion, dans le cadre du  
séminaire de géopolitique du Proche-Orient**

Directeur : Monsieur Aymeric CHAUPRADE

Avril 2005

# Sommaire

Un choc des civilisations se produit-il au Proche-Orient ?

## **INTRODUCTION**

**I - LE « CHOC DES CIVILISATIONS » AU PROCHE-ORIENT, UN CONCEPT ENTRE MYTHES ET REALITES**

**II - LE PROCHE-ORIENT DANS LA LONGUE DUREE CIVILISATIONNELLE**

**III - LE XX<sup>EME</sup> SIECLE OU L'AVENEMENT DU FAIT NATIONAL**

**IV - AXES POLEMOGENES DU PROCHE-ORIENT AUJOURD'HUI**

## **CONCLUSION**

## **ANNEXES**

## **BIBLIOGRAPHIE**

## Introduction

Nous sommes le 4 avril 1856... Sébastopol vient de tomber. La guerre de Crimée prend fin avec la victoire de la coalition formée par la France, la Grande-Bretagne et la Turquie, et la défaite de la Russie. A l'origine de cette guerre, la question d'Orient, déjà, c'est-à-dire la querelle entre Napoléon III et le tsar Nicolas 1<sup>er</sup> à propos de la possession des Lieux Saints que se disputaient moines latins catholiques et grecs orthodoxes. Le traité de Paris (30 mars 1856), issu de la prise de Sébastopol, consacre à la fois l'échec de la Russie qui doit reconnaître l'intégrité du territoire turc, et la proclamation de la liberté religieuse en Turquie.

Des pays occidentaux de vieille tradition chrétienne se sont donc alliés à la Turquie ottomane et musulmane, héritière de la « Sublime porte », pour défaire la Sainte Russie orthodoxe...

Plus tôt dans l'histoire, François I<sup>er</sup> s'était allié au sultan Soliman le Magnifique contre Charles Quint dont les possessions encerclaient la France. Par le traité de 1536, dit des Capitulations, la France avait ainsi obtenu le droit, pour ses consuls dans l'empire Ottoman, d'assurer la protection des catholiques de toutes nationalités vivant dans cet empire. Cet accord fut renouvelé en 1740, sous Louis XV. Un peu plus près de nous, Bonaparte avait envahi l'Égypte parce qu'il avait compris que le Proche-Orient constituait un maillon crucial de la route des Indes britanniques, ce qui conduisit par la suite la Grande-Bretagne à tenter d'exercer son contrôle sur la région.

Ces illustrations historiques nous disent que cette région du monde ne saurait se résumer à un affrontement de toujours entre l'Islam et l'Occident, cet « Orient compliqué » réservant à celui qui cherche à le percer la surprise de déjouer tous les manichéismes, toutes les explications trop simples et trop rationnelles pour être vraies...

Mais aujourd'hui, comment traduire les tensions qui agitent le Proche-Orient sans évoquer la confrontation de cultures, de religions différentes ? Est-ce là un « choc des civilisations » ?

## I - Le « choc des civilisations » au Proche-Orient, un concept entre mythes et réalités

### I – 1 - Genèse d'un concept, le « choc des civilisations »

Quelle est l'origine de ce concept ? (1) En 1950, dans son œuvre monumentale « A Study of History », Arnold J. Toynbee soulignait qu'il est malheureusement impossible d'étudier l'histoire de l'humanité depuis l'apparition, il y a cinq ou six mille ans, des sociétés de l'espèce connues sous le nom de civilisations, sans constater que la guerre est une institution elle-même fille de la civilisation, puisque la possibilité d'engager une guerre suppose un minimum de technique et d'organisation. En outre, il n'y a quasiment pas d'exemple de civilisation dont la guerre, les rapports de force et la volonté d'expansion et de domination n'aient pas été le moteur puissant. De plus, il est possible de remarquer qu'au début du développement d'une civilisation, les souffrances et les destructions que les conflits occasionnent peuvent être largement compensés par les bénéfices résultant de l'acquisition de richesse et de puissance, ainsi que de la culture des « vertus militaires », ce qui constitue chroniquement une incitation aux rapports de force.

La grande différence avec ces temps révolus, concluait Toynbee, c'est que les hommes de notre génération sentent désormais au plus profond de leur cœur qu'une Pax Oecumenica est souhaitable pour garantir leur prospérité et la pérennité de leur mode de vie (2).

Cette idée introduit celle, bien séduisante et rassurante (et que d'aucuns qualifient de « politiquement correcte »), du « dialogue fécond des cultures », s'opposant à celle, troublante et inquiétante, d'une confrontation des civilisations entre elles.

Mais en 1964, un universitaire britannique, Bernard Lewis, encore peu connu, lance la formule qui devait connaître une si grande fortune : « La crise au Proche-Orient (...) ne surgit pas d'une querelle entre Etats, mais d'un choc des civilisations. (3) » Passée inaperçue dans les années 1960, cette formule est relancée par lui, vingt-cinq ans plus tard, dans un article, « The roots of muslim rage... (4) » (« Les racines de la colère musulmane »). Il y décrit l'état d'esprit du monde musulman et conclut : « Ceci n'est rien de moins qu'un choc de civilisations, la réaction peut-

---

1 GRESH Alain, A l'origine d'un concept, Le monde diplomatique, septembre 2004

2 TOYNBEE Arnold J., Guerre et Civilisation, Idées NRF, 1953

3 LEWIS Bernard, The Middle East and the West, Indiana University Press, Bloomington, 1964, p. 135

4 LEWIS Bernard, « The roots of muslim rage. Why so many muslims deeply resent the West, and why their bitterness will not easily be mollified », The Atlantic Monthly, Boston, septembre 1990

être irrationnelle mais sûrement historique d'un ancien rival contre notre héritage judéo-chrétien, notre présent séculier et l'expansion mondiale des deux. » « Je pense, précise-t-il en 1995, que la plupart d'entre nous est d'accord pour dire que le choc des civilisations est un aspect important des relations internationales modernes, bien que peu d'entre nous iront jusqu'à dire que les civilisations ont des politiques étrangères et forment des alliances. »

Ainsi, la vision d'un « choc des civilisations », opposant en particulier deux entités clairement définies, Islam et Occident (celui-ci étant parfois résumé en une « civilisation judéo-chrétienne ») est au cœur de la pensée de Bernard Lewis, s'appuyant sur une conception cristallisée de l'Islam : « Cette haine, insiste-t-il, va au-delà de l'hostilité à certains intérêts ou actions spécifiques ou même à des pays donnés, mais devient un rejet de la civilisation occidentale comme telle, non pas seulement pour ce qu'elle fait mais pour ce qu'elle est, et les principes et les valeurs qu'elle pratique et qu'elle professe. »

Plus près de nous, en 1993, dans la chaleur de l'été, Samuel P. Huntington, universitaire sérieux et a priori peu enclin au sensationnalisme, relançait un pavé dans la mare en publiant dans la prestigieuse revue *Foreign Affairs* un article intitulé : « The clash of civilizations ? » (« Le choc des civilisations ? »).

Il y donnait une grille de lecture globale des guerres à venir. « Mon hypothèse, écrivait le professeur américain, est que dans le monde nouveau, les conflits n'auront pas essentiellement pour origine l'idéologie ou l'économie. Les grandes causes de divisions de l'humanité et les principales sources de conflits seront culturelles. Les Etats-nations continueront à jouer le premier rôle dans les affaires internationales, mais les principaux conflits politiques mondiaux mettront aux prises des nations et des groupes appartenant à des civilisations différentes. Le choc des civilisations dominera la politique mondiale. »

Cette thèse allait être abondamment commentée par de très nombreux critiques, universitaires, géopoliticiens, hommes politiques ou journalistes (sans compter les modestes stagiaires du Collège interarmées de défense, qui ne revendiquent l'appartenance à aucune de ces brillantes catégories). La plupart de ces commentateurs l'ont réfutée, mais elle est toujours débattue aujourd'hui, tant elle inquiète à la fois par son déterminisme, et parce qu'elle réveille l'homme occidental épris de liberté et de raison, mais aussi parce qu'elle trouve en nous, et malgré nous parfois, des échos troublants accréditant sa pertinence et sa réalisation concrète sur la scène internationale.

Selon Huntington, nous l'avons vu, les affrontements entre civilisations constituent la dernière phase dans l'évolution des conflits. (Voir Figure 1) Ainsi, après les guerres entre rois et princes, celles entre nations (après la Révolution française) puis celles provoquées par les idéologies (nazisme, communisme, démocraties) au XX<sup>ème</sup> siècle, voici venu le temps des guerres entre civilisations, c'est-à-dire principalement entre la civilisation occidentale, dominante, et la civilisation musulmane, en expansion et contestant cette domination. Rejeté verbalement en France qui y voit, non sans raison, la négation de ses valeurs de tolérance et d'humanisme, le concept s'installe pourtant peu à peu dans les consciences. (5)

La théorie de Samuel P. Huntington est bien sûr plus subtile que la représentation caricaturale qui en est souvent donnée. Ainsi il écrit notamment que « ...nous éviterons une guerre généralisée entre civilisations si dans le monde entier, les chefs politiques admettent que la politique globale est devenue multicivilisationnelle et coopèrent à préserver cet état de fait ».

L'objet de notre étude est de tenter de déterminer dans quelle mesure ce concept de « choc des civilisations » est applicable au Proche-Orient aujourd'hui.

## I – 2 - Le Proche-Orient, au cœur de la tectonique des peuples et des civilisations

Il apparaît qu'un état des lieux des relations entre les peuples ne saurait être dressé sans prendre le recul historique nécessaire, sans enraciner et enrichir la réflexion dans la longue durée, et sans embrasser l'ensemble des données culturelles et de civilisation. Ainsi, interrogé par André Malraux sur le bilan qu'il faisait de la Révolution française, Zhou Enlai, ancien premier ministre chinois, aurait déclaré : « C'est encore trop tôt pour le connaître vraiment. » (Rapporté par Pascal Boniface, in La revue internationale et stratégique, n°53, printemps 2004). Cette anecdote rappelle que le recul historique nécessaire à une évaluation sérieuse est souvent compromis par le besoin de juger l'événement à chaud. Ainsi de la question : que se passe-t-il aujourd'hui au

---

5 A l'heure où est avancée la possibilité d'un "choc des civilisations" (Samuel Huntington), la diversité culturelle constitue un des canaux essentiels du dialogue des civilisations. Un tel dialogue englobe l'ensemble des échanges concourant à la compréhension, au respect mutuel entre les civilisations, dans une perspective d'enrichissement et de tolérance : « Dans nos sociétés de plus en plus diversifiées, il est indispensable d'assurer une interaction harmonieuse et un vouloir vivre ensemble de personnes et de groupes aux identités culturelles à la fois plurielles, variées et dynamiques. Des politiques favorisant l'inclusion et la participation de tous les citoyens sont garantes de la cohésion sociale. Ainsi défini, le pluralisme culturel constitue la réponse politique au fait de la diversité culturelle » Article II de la Déclaration universelle sur la diversité culturelle.

Proche-Orient ? Peut-on voir dans le conflit israélo-palestinien, dans les relations parfois tendues entre minorités chrétiennes et masse musulmane, dans la laïcité fragile et discutable de la Turquie, ou encore dans l'imbroglio libanais, des preuves irréfutables d'un choc culturel, d'un affrontement de civilisations ? Ou doit-on plutôt examiner cette mosaïque de peuples et de cultures enchevêtrés au travers du prisme de l'idée nationale, arabe, ou encore rappeler les difficultés liées à la paupérisation des populations, et par des données économiques battre ainsi en brèche la mono-causalité ?

Car disons-le d'emblée, nous récusons le modèle explicatif unique, et faisons nôtres les propos d'Aymeric Chauprade quand il rejette l'idée d'une « causalité univoque et systématique », ou d'une pseudo « formule magique résumant le monde » (6). Ainsi, l'explication purement « civilisationnelle » des relations tourmentées entre les hommes ne saurait se suffire à elle-même. Cela étant, cette thèse prend malgré tout un relief particulier dans la région du monde objet de notre étude, le Proche-Orient, car les tensions y sont exacerbées par des siècles de cohabitation tumultueuse, par la coexistence ancestrale des trois religions monothéistes, par l'ingérence des puissances étrangères, et par une passion orientale qui échappe parfois, en leur semblant irrationnelle, aux occidentaux.

### I – 3 - Les « civilisations », entités aux contours imprécis et controversés

Il est très délicat de définir ce que sont les civilisations. Les avis sont d'ailleurs partagés et les affirmations péremptoires ne sont guère adaptées à ce domaine.

Le mot civilisation – un néologisme – apparaît tardivement en France, au XVIII<sup>ème</sup> siècle, où il est finalement employé dans son acception actuelle par Mirabeau dans son « traité de la population » ; dans cet ouvrage il est en effet question des « ressorts de la civilisation » et même « du luxe d'une fausse civilisation ». Dans ce sens nouveau, civilisation s'oppose à barbarie. Il faut attendre 1819 pour que le mot de civilisation, jusque-là au singulier, passe au pluriel. Dès lors, il tend à prendre un sens nouveau, tout différent : l'ensemble des caractères que présente la vie collective d'un groupe ou d'une époque.

Aujourd'hui, cette notion de civilisations s'appuie sur les constats suivants : (7)

- les civilisations sont des espaces, des aires culturelles, mais cela n'exclut ni la perméabilité des frontières, ni les influences mutuelles ;

---

6 CHAUPRADE, Aymeric, Géopolitique : constantes et changements dans l'histoire, Introduction, p. 5

7 BRAUDEL Fernand, Grammaire des civilisations, Définitions

- les civilisations sont des sociétés, qui les portent et les animent de leurs tensions, de leurs progrès ;
- les civilisations sont des économies, d'où l'incidence des fluctuations économiques et des aspects marchands, des créations de richesses, ou, a contrario, des paupérisations ;
- les civilisations sont des mentalités collectives, ancrées dans le passé et le présent, d'où l'importance cruciale des religions ;
- les civilisations sont des continuités, s'inscrivant dans la longue durée historique.

Mais d'aucuns refusent les définitions trop abruptes et trop précises, récusant une classification du monde porteuse en elle-même d'oppositions entre les peuples. Ainsi d'Ignacio Ramonet (8): "Peut-on diviser le monde contemporain en quelques civilisations cohérentes, aux contours bien identifiables? De tels concepts globalisants ne sont-ils pas fondés sur l'hypothèse de sujets purs, largement mythiques et mystifiants? Peut-on sous-estimer les effets de mélange, de métissage et, en fin de compte, de modernisation qu'ont entraîné les colonisations? Il n'y a pas d'étanchéité des formations humaines, culturelles et culturelles. L'histoire de l'humanité est comme un soleil noir ; c'est le récit des échanges de tous ordres entre les êtres humains."

Pour nuancer ce propos, mais développant le même concept, Philippe Moreau-Defarges écrit encore que : "Les cultures, les civilisations n'ont jamais été des blocs isolés (...) ; au contraire, ce sont des nœuds de valeurs, de représentations en contact avec les autres civilisations. Il y a tension, interaction entre les forces techniques, économiques et les reformulations identitaires (tant hors de l'Occident qu'à l'intérieur même de l'Occident), toute différence nationale, religieuse, sociale, étant usée sous le frottement permanent de la mondialisation et tentant, au même moment, de se réinventer. C'est la mort des mythes, le "désenchantement du monde" (Max Weber). Mais les mythes renaissent sans cesse..." (9)

Ainsi, pour le Proche-Orient, peut-on dire de l'Islam qu'il y est une civilisation « seconde » : à l'instar du christianisme ayant hérité de l'Empire romain qu'il prolonge, l'Islam se saisira, à ses débuts, du Proche-Orient, l'un des plus vieux carrefours d'hommes et de peuples civilisés au monde. La civilisation islamique a ainsi hérité des traditions et coutumes des peuples qui cohabitaient dans cette région avant l'ère islamique.

---

8 RAMONET Ignacio, Le Monde Diplomatique, juin 1995

9 MOREAU-DEFARGES Philippe, Cahiers Français, les Tiers-Mondes, n° 270 - mars-avril 1995, p. 8.

De plus, plutôt que parler de « civilisation islamique » comme d'un ensemble homogène, il est plus adapté de distinguer les civilisations « arabo-islamique », « perso-islamique », et « turco-islamique ». En effet, le facteur religieux est certes essentiel, mais il n'a pas gommé pour autant l'aspect ethnique, qui reste prégnant, et qui explique bien des conflits et des tensions qui ont jalonné l'histoire de cette région.

Enfin, il est inexact de parler de « civilisation judéo-chrétienne », en mêlant dans un même ensemble les juifs et les occidentaux ; si de nombreux juifs vivant en occident ont certes globalement adopté le mode de vie et les valeurs des sociétés dans lesquelles ils se sont remarquablement intégrés, les juifs d'Israël sont pour la plupart des orientaux, au même titre que les Arabes. Ces juifs israéliens sont issus de plusieurs courants d'immigration, en particulier des séfarades provenant surtout d'Afrique et des ashkénazes originaires d'Europe de l'Est, ces derniers apportant à Israël leur héritage proche de la culture occidentale...

Ces remarques mettent en lumière que les regroupements en grands partis (d'un côté les musulmans dans leur ensemble, de l'autre les occidentaux, incluant les Israéliens) ne reflètent pas la réalité des nuances et ne rendent pas compte des particularismes identitaires beaucoup plus profonds que ceux perçus, avec un certain manichéisme, par certains tenants du concept du « choc des civilisations ». La décomposition simplificatrice du monde en civilisations aux délimitations géographiques précises, comme celle proposée par Samuel Huntington, (Voir Figure 1) est souvent contestée.

#### I – 4 - Le Proche-Orient, entre géographie physique et géopolitique

Force est de constater que cette région est définie de manière plutôt approximative, par la géographie, la culture et l'histoire. Peu ou prou comprise entre la partie orientale de la Méditerranée et le nord-ouest de l'océan Indien, elle occupe une superficie d'environ 5 000 000 Km<sup>2</sup>. Aussi notre étude nécessite-t-elle des précisions préalables permettant d'en fixer le champ. Depuis l'époque romaine, le terme d'Orient est employé, et à partir du XVI<sup>ème</sup> siècle il tend à signifier le domaine de l'Islam où sont parlées les langues orientales par excellence, l'arabe, le turc et le persan. Pour plus de précision, la monarchie française utilise alors un synonyme, le « Levant », pour renvoyer aux côtes méditerranéennes de l'Empire ottoman tandis que l'Orient sert à désigner le domaine de l'océan Indien. Au XIX<sup>ème</sup> siècle, ces définitions sont bouleversées, l'Orient renvoie spécifiquement aux territoires ottomans, terres d'Islam les plus proches de l'Europe. Cet Orient est donc alors strictement délimité à partir de critères politiques. Comme on crée à la fin du XIX<sup>ème</sup> siècle un Extrême-Orient pour tenir compte de la Chine, on invente dans

les années 1890 un « Proche-Orient » désignant la partie de l'Empire ottoman qui correspondait aux intérêts stratégiques français de l'époque et au début du XX<sup>ème</sup> siècle, il existe un Proche, un Moyen et un Extrême-Orient, dans lesquels le rôle joué par les Britanniques puis par les Américains devient essentiel.

Le Proche-Orient comprend ainsi le Machrek, l'Orient arabe (par opposition au Maghreb, l'occident arabe), et la Turquie. Aujourd'hui, on a tendance à employer indistinctement « Proche-Orient » et « Moyen-Orient » (traduction de l'anglais Middle East) privilégiant le premier terme lorsqu'on désigne les pays limitrophes de la Méditerranée orientale.

De nos jours et dans son acception française, le Proche-Orient englobe ainsi les pays suivants : Egypte, Israël, Jordanie, Liban, Syrie, Turquie, péninsule Arabique — avec Arabie saoudite, Koweït, Bahreïn, Oman, Qatar, Emirats arabes unis et Yémen — ainsi qu'Iran et Irak. Il faut noter que ni le Proche-Orient ni le Moyen-Orient n'incluent l'Afrique du Nord (ce qui souligne une des contradictions, ou du moins une des difficultés, du projet de « Grand Moyen Orient » défendu par les Américains, mais c'est un autre sujet). La Libye, à la charnière des deux régions, est généralement rattachée à l'Afrique du Nord. Cependant, elle est quelquefois comprise dans le Proche-Orient, de même que le Soudan, au sud de l'Egypte.

Cette région est aujourd'hui caractérisée par la pluralité religieuse, même si l'Islam y est nettement dominant (différentes branches de l'Islam y côtoient populations chrétiennes indigènes et des Juifs, quasi exclusivement en Israël) et une hétérogénéité culturelle et linguistique. Ce qui le caractérise encore, c'est l'épineuse question sioniste qui focalise toute la région autour du conflit israélo-arabe.

Pour les besoins de notre étude, nous considérerons que le Liban, Israël (lui associant la Palestine historique) et la Turquie rendent compte de manière emblématique du phénomène proche-oriental, et nous circonscrirons nos réflexions à cette zone géographique comme cristallisant les tensions d'origines nationale, ethnique, religieuse, culturelle et éventuellement civilisationnelle, en gardant en mémoire que l'inconscient populaire des fiers habitants de la région place l'origine de l'humanité aux bords des fleuves nourriciers de Mésopotamie...

## II - Le Proche-Orient dans la longue durée civilisationnelle

### II – 1 - Les civilisations se sont rencontrées, frottées, parfois combattues

Sur le temps long, de l'Antiquité au XIX<sup>ème</sup> siècle, le Proche-Orient apparaît comme une région de rencontres, de conquêtes, de brassage et de « syncretisme » culturel, à nulle autre pareille. Au cours de ces siècles, on ne peut parler de « choc des civilisations » de façon structurée, mais plutôt de « frottements » plus ou moins rugueux et de « métissage » culturel, sur fond de rapports de force, de volontés de puissance, d'édification d'empires et de « realpolitik » avant l'heure.

Attachons-nous à découvrir l'histoire des peuples du Proche-Orient, pour mieux comprendre les enjeux d'aujourd'hui.

Le Proche-Orient est un « isthme carrefour » (10) qui se trouve de fait entre des foyers de vieilles civilisations qui ont échangé entre elles au cours des siècles. A la périphérie de cet ensemble géographique, on trouve l'Egypte, l'Iran et la Turquie, aux populations d'environ 60 millions d'habitants chacun, et représentant la majorité des grandes ethnies de la région, Arabes, Persans et Turcs. Au cœur du dispositif, les pays centraux du « croissant fertile » (Irak, Israël, Jordanie, Liban, Syrie) servent à la fois de vase d'expansion et de réceptacle aux velléités des hommes, dans le contexte de ce qu'on peut appeler de façon imagée une « tectonique des peuples ».

Dans l'histoire, les grandes civilisations, limitées dans l'espace et dans le temps, furent fondées sur l'exploitation intensive d'un espace restreint irrigué, étant entourées de déserts où le nomadisme persista, de plateaux ou des civilisations plus pérennes car moins contraignantes purent subsister, et de montagnes refuges pour les peuples ou les religions persécutées. (11)

### II – 2 - La mosaïque des peuples du Proche-Orient, héritage d'une histoire tumultueuse

Aujourd'hui, une seule religion et trois peuples dominant. Les peuples, ce sont d'abord les Arabes, descendants des Sémites, autochtones de la région. Une majorité des pays du Proche-Orient est arabe. Mais le Proche-Orient n'est pour autant une terre arabe. Avant de parler de « civilisation islamique » et ainsi d'adopter la classification de Samuel Huntington (12) qui intègre à cette civilisation la totalité du Proche-Orient, il est nécessaire de rappeler quelques

---

10 LACOSTE, Yves, Dictionnaire de géopolitique, Flammarion

11 CHAUPRADE, Aymeric, Géopolitique, Constantes et changements dans l'histoire, Ellipses, p.176, La fonction géopolitique de la montagne

12 HUNTINGTON, Samuel, Le choc des civilisations, Odile Jacob, carte 1.3 p. 21, voir aussi figure 3

notions fondamentales permettant de discerner l'enracinement du peuple arabe dans une logique supérieure, bien que plus récente que le fait ethnique, qui est celle de l'Islam.

Ainsi, sont arabes les personnes qui ont pour langue maternelle l'arabe. La différence entre Arabes au sens strict (descendants des tribus de l'époque de Mahomet) et « arabisés » (descendants des populations ayant adopté la langue arabe après avoir été conquises) s'est estompée au fil des siècles.

Les habitants du Proche-Orient, ce sont aussi des minorités arabophones en Iran, en Turquie et en Israël, qui s'y ajoutent.

Face à ces Arabes, un bloc turc (60 millions environ) et un bloc persan, que nous n'étudierons pas ici.

Des minorités importantes sont par ailleurs « enchâssées » dans cet ensemble : les Kurdes (21 millions environ, répartis sur quatre pays, dont plus de la moitié en Turquie), les Juifs (4 millions, désormais quasi exclusivement concentrés en Israël), la diaspora arménienne (environ 500 000 dont la majorité en Syrie et au Liban), les Assyriens (150 000 essentiellement en Irak), sans compter les Coptes égyptiens et les Baloutches iraniens.

Les peuples de la région sont divers, mais une certaine volonté d'unité a fait du Proche-Orient une terre favorable aux grands empires et aux religions monothéistes.

## II – 3 - Le Proche-Orient, creuset de genèse des civilisations

Depuis l'Antiquité, les envahisseurs et les marchands ont parcouru la région du Proche-Orient à la recherche de nourriture, de matières premières, de marchandises, ou de pouvoir politique. Les idées, les inventions et les institutions se sont répandues à partir de cette région, lui valant l'appellation de « berceau de la civilisation ». En effet, à bien des égards, les anciennes civilisations d'Égypte (par la technique et la médecine), d'Israël (par la religion) ou de Phénicie (par le commerce) constituent les fondements lointains de la culture européenne. Les premières fermes et villes, les premiers gouvernements, codes et alphabets sont venus du Proche-Orient. L'écriture, par exemple, y est née d'un besoin de mémoriser des opérations agricoles et commerciales de plus en plus complexes. Les trois grandes religions monothéistes sont originaires de cette région.

Les États et les gouvernements sont apparus lorsque les anciennes peuplades parvinrent à domestiquer les grands fleuves du Proche-Orient, le Nil, le Tigre et l'Euphrate, favorisant l'agriculture. Les premiers États du Proche-Orient furent l'Égypte et Sumer, qui naquirent vers 3000 av. J.-C. En 2334 av. J.-C, un des premiers empires au monde est fondé en Haute et Basse

Mésopotamie, l'Empire akkadien, s'appuyant sur une puissante armée, s'étendant de la Méditerranée jusqu'au Golfe. Par la suite, les deux empires babyloniens (1894-1255 et 625-539 av. J.-C.) se distinguent par des civilisations particulièrement brillantes. Babylone est la Babel biblique dont la tour mythique symbolise une grandeur et un cosmopolitisme inégalés dans l'Antiquité. Babylone, « porte de Dieu », est aussi un important centre religieux, et son histoire est jalonnée de luttes contre les peuples des montagnes qui déferlent sur ses plaines agricoles, et contre l'Empire assyrien, basé dans le nord de la Mésopotamie. Ces empires qui se sont succédés ont connu un cycle identique : succès, domination régionale, puis insoumission des peuples conquis et troubles périphériques avant de succomber. Vers 1000 av. J.-C., de nouvelles vagues d'envahisseurs déstabilisèrent la région, donnant naissance à de nouveaux royaumes en Phénicie, en Palestine et dans d'autres régions du Proche-Orient. Au VI<sup>ème</sup> siècle av. J.-C., les Perses établirent leur domination sur la totalité de la région et instituèrent un système de gouvernement qui devint un modèle pour les empires ultérieurs. Au IV<sup>ème</sup> siècle av. J.-C., la Perse, affaiblie par des révoltes et des conflits internes, fut conquise par Alexandre le Grand de Macédoine.

## II – 4 - L'influence unificatrice des civilisations hellénistique et romaine

La conquête d'Alexandre le Grand marqua le début du millénaire pendant lequel le Proche-Orient fit partie du monde hellénistique. L'Egypte et la Mésopotamie furent réunies au sein d'un empire qui s'étendit de la Libye à la vallée de l'Indus, de l'Europe et l'Asie centrale jusqu'à l'Ethiopie et l'Arabie. La culture grecque se mêla alors aux pratiques locales. L'influence des Grecs devait survivre à la mort d'Alexandre et à la dislocation de son empire. Des royaumes et des cités imprégnés de civilisation hellénique lui succédèrent, notamment les monarchies lagides en Egypte et les royaumes séleucides en Mésopotamie. Ainsi, le pouvoir macédonien s'effondra face aux assauts des Romains qui conquièrent la plus grande partie de la zone. La domination romaine remplaça les dynasties grecques du Proche-Orient et étendit la culture gréco-romaine. Le développement du christianisme à travers le monde romain confirma son unité, accentuant la coupure avec les régions à l'est de l'Euphrate. Au V<sup>ème</sup> siècle, une nouvelle coupure est/ouest s'ajouta à la précédente : alors que l'Empire romain d'Occident est submergé par les invasions barbares, l'Empire d'Orient se réorganisa autour de Constantinople. En effet, Constantin le Grand, le premier empereur romain chrétien, scella les liens de l'Empire avec l'Orient en déplaçant sa capitale à Byzance, port du Bosphore. Rebaptisée Constantinople, elle devint la capitale de l'empire d'Orient ou Empire byzantin pendant plus de mille ans.

Ainsi, l'Orient et l'Occident se distinguent déjà à cette époque par des critères culturels voire civilisationnels, alors même que l'Islam n'a pas encore fait son apparition.

C'est à partir du VII<sup>ème</sup> siècle que l'expansion de l'Islam dans le bassin méditerranéen introduit une nouvelle coupure, entre un nord chrétien et un sud musulman.

## II – 5 - L'Islam ou l'émergence de la civilisation à essence religieuse

L'Islam naquit au VII<sup>ème</sup> siècle, à partir de la révélation faite par Dieu à Mahomet, un berger d'Arabie qui allait devenir le prophète de l'Islam et le chef de la communauté naissante des musulmans (« ceux qui sont soumis » à Dieu). A la mort du prophète en 632, le flambeau de l'Islam allait être repris, et son influence étendue à partir de la péninsule arabique.

La spécificité de l'Islam par rapport aux autres religions monothéistes tient au fait que son prophète fut également un grand chef militaire, qui fonda un empire et le gouverna selon la religion qu'il prêcha. L'un des facteurs de l'extraordinaire succès de l'Islam à la Mecque et aux environs, c'est qu'à la différence du christianisme ou du judaïsme, la religion de Mahomet apparut aux bédouins comme étant celle d'un fils du pays. Pendant son exil à Médine de 622 (Hégire, date retenue comme début de l'ère islamique) à 630, le prophète conclut qu'il devra imposer sa religion par la force du sabre et de l'épée, ce qu'il réussit en 630 lorsqu'il rentra victorieux dans sa ville natale, La Mecque. A sa mort en 632, il légua à ses successeurs une péninsule arabique dominée par un puissant régime islamique.

Par la suite, la question de la succession de Mahomet ne fut jamais consensuelle. L'institution du califat (de « Khalif », « successeur » en arabe) permit de donner une autorité religieuse et politique à cet héritage, mais de façon variable selon les époques. La légitimité des califes fut notamment contestée, au sein même de l'Islam, par les kharijites et les chiites, et le titre de calife fut lui-même disputé entre divers prétendants. Toutefois, le califat a maintenu durant de nombreux siècles la cohésion de la communauté musulmane sunnite.

Au cours de cette période, les califes multiplièrent les expéditions aux frontières de la Syrie byzantine et de l'Irak sassanide, prirent l'Iran, l'Egypte et la Cyrénaïque. Les premiers siècles furent ainsi une période d'intense expansion de l'Islam, porté cette fois autant comme un mode de vie et une culture que, et là réside une nouveauté pouvant s'apparenter à la notion de « choc des civilisations », comme une religion conquérante destinée à soumettre les peuples par la force. C'est aussi à cette période que l'Islam connut son schisme le plus important, à la mort d'Ali, quatrième calife et gendre du prophète. Les Sunnites et les Chiites s'affrontèrent en effet sur l'interprétation du rôle du calife. Pour les Sunnites, l'accès au califat se mérite et ne peut être héréditaire, le calife étant la personne qui, par ses qualités exceptionnelles, est la plus digne et la plus apte à diriger la communauté des croyants. Pour les Chiites, c'est-à-dire les partisans d'Ali,

le calife ne peut être qu'un descendant du prophète et de sa fille Fatima, car le relais du message divin ne peut se transmettre que par la filiation du sang.

Ainsi l'Islam s'affirme de fait comme une religion non unitaire, aux courants divergents et même parfois violemment opposés. Cette dimension compte beaucoup pour qui veut saisir la complexité des relations humaines et des données de civilisation au Proche-Orient.

## II – 6 - Une terre marquée par la domination arabe

Le califat fut contrôlé par deux dynasties successives : les Omeyyades (661-750), qui gouvernèrent à partir de Damas (puis de Cordoue de 756 à 1031), et les Abbassides (750-1258), qui régnèrent en général depuis Bagdad. Avec l'aide des peuples arabes péninsulaires, les Omeyyades conquièrent l'Afrique du Nord, l'Espagne et l'Asie centrale. Leur administration se superposa à celle qui existait déjà. Les Omeyyades se montrèrent plus soucieux de construire un Etat dominé par les Arabes que d'engager l'islamisation des populations. Une des raisons en est que l'impôt payé par les non musulmans en échange de leur liberté de culte alimentait le trésor public et les campagnes d'expansion de l'Empire musulman... Les kharidjites se révoltèrent à plusieurs reprises, avant d'être définitivement écrasés, et des insurrections chiïtes se succédèrent. Enfin, les Omeyyades furent renversés par les Abbassides qui menèrent l'insurrection depuis l'Iran, avec pour principe la recherche d'un Islam plus égalitaire. Les Abbassides régnèrent depuis Bagdad, ville particulièrement influencée par la culture perse, ce qui tendit à atténuer la prédominance arabe dans les affaires de l'empire. Ils développèrent le commerce et la culture, donnant aux convertis non arabes les mêmes droits qu'aux musulmans arabes. Les Perses et les Turcs prirent le relais, alors que les tribus arabes refluaient vers le désert dont elles étaient originaires.

A cette période, on voit ponctuellement des juifs et quelques chrétiens occuper des postes élevés auprès des gouvernants et s'illustrer dans les sciences (médecine, mathématiques), les arts ou les lettres, ce qui prouve une certaine forme de tolérance et de pragmatisme de la part des dirigeants musulmans.

## II – 7 - L'empreinte des hégémonies iranienne et turque

A partir du X<sup>ème</sup> siècle, le Proche-Orient fut envahi par les Turcs d'Asie centrale. Ils adoptèrent la foi, les lois et la culture des musulmans locaux et gouvernèrent rapidement la plupart de leurs territoires. L'invasion turque contribua au déclenchement des croisades, amenant les forces européennes sur la côte est de la Méditerranée et à Jérusalem. L'invasion mongole du XIII<sup>ème</sup>

siècle fut bien plus dommageable pour l'Islam, détruisant une grande partie de l'Irak et de l'Iran. Un groupe d'esclaves-soldats, les mamelouks d'Egypte, les arrêtaient en 1260. Même si les mamelouks et les Mongols établirent des Etats puissants au cours des siècles suivants, le plus important et le plus durable fut l'Empire ottoman. Parties des collines occidentales d'Asie Mineure, les tribus turques, menées par Osman et ses fils, attaquèrent et occupèrent les territoires byzantins, d'abord en Asie puis dans le sud-est de l'Europe. En 1453, les Ottomans prirent Constantinople, événement qui accentua la rupture entre l'orient et l'occident en créant cette « ligne de démarcation » à l'est de l'Europe, incluant le Proche-Orient dans un ensemble géopolitique adossé à la civilisation islamique, même si, comme nous l'avons vu, les peuples de la région continuèrent d'y exister dans leur diversité culturelle et religieuse. La politique des Ottomans dans les multiples provinces de l'Empire fut d'apporter le moins de bouleversements possibles à l'administration locale et à la vie sociale, sous réserve que les provinces fournissent bien l'impôt et les soldats requis. Le Turc devint certes la langue de l'Empire, mais l'arabe demeura la langue du Coran et garda son monopole sur le commerce. L'islamisation forcée des populations fut ponctuelle, et le recours à la force fut pratiqué sous la forme d'enlèvements réguliers d'enfants chrétiens, qui, islamisés, devenaient janissaires, servant dans une sorte de garde prétorienne du Sultan. En général, les populations non musulmanes étaient régies par le « millet », sorte de code ottoman de la « dhimmitude » qui notamment autorisait les communautés à dépendre de leurs propres juridictions.

## II – 8 - Les croisades, un traumatisme vivace pour les musulmans du Proche-Orient

Les motivations des croisades furent certes religieuses avant tout mais aussi économiques. L'idée de recouvrer les Lieux Saints et de protéger les chrétiens d'Orient était en gestation depuis la prise de Jérusalem par les premiers califes. Les appels à l'aide de l'Empire byzantin menacé par les Turcs servirent de déclencheur. Mais les croisés furent aussi attirés par l'Orient, riche et développé, aux perspectives de gain séduisantes. Entre 1096 et 1270 huit croisades, au succès inégal, furent organisées. Les batailles se déroulèrent surtout en Egypte, en Palestine et en Syrie. Les croisés fondèrent le royaume de Jérusalem, les comtés d'Edesse et de Tripoli, et la principauté d'Antioche. Certains de ces Etats durèrent plus de deux siècles, défendus par des ordres de moines-soldats, hospitaliers et templiers. Les chrétiens d'Orient, et notamment les maronites libanais, embrassèrent majoritairement la cause des croisés, s'exposant durablement à assumer le rôle de « félons » et de « collaborateurs » aux yeux des musulmans, ce qui est encore palpable aujourd'hui dans les relations inter communautaires.

A la fin de l'épopée des croisades, quand Saladin (fin du XII<sup>ème</sup> siècle) reprit Jérusalem, les Etats francs du Levant n'étaient plus que ruines. Les conséquences durables de ces croisades seront notamment d'avoir suscité la rancœur chez les musulmans, les poussant à prendre leur revanche sur le maillon faible de la chrétienté : Constantinople, en 1453.

Aujourd'hui encore, l'épisode des croisades est considéré par les musulmans du Proche-Orient comme une agression de l'Occident, qui ne leur paraît pas si lointaine à l'échelle de l'histoire, ni si anachronique, compte tenu de leur perception du monde et de la domination contemporaine des puissances européennes puis des Etats-Unis.

### III - Le XX<sup>ème</sup> siècle ou l'avènement du fait national

#### III – 1 - L'irruption de la domination européenne

Après le XVI<sup>ème</sup> siècle, les grands empires musulmans déclinèrent. L'Empire ottoman perdit ses territoires européens au profit de l'Autriche et de la Russie mais réussit à se maintenir jusqu'à la Première Guerre mondiale car la Russie et les autres puissances européennes ne pouvaient s'entendre sur le partage de cet empire surnommé le « vieil homme malade de l'Europe ». Par la suite, plusieurs souverains ottomans du XIX<sup>ème</sup> siècle cherchèrent à « occidentaliser » leur armée et leur administration. L'arrivée d'experts et d'entrepreneurs européens et la percée de la technologie changèrent bien des aspects de la société ottomane. Tandis que de nombreux musulmans, qui se sentaient menacés dans leur identité, résistèrent au changement, d'autres se laissèrent influencer par les idéaux nationalistes et démocratiques des Européens. Quant à la Perse, elle fut l'objet de rivalités entre le Royaume-Uni et la Russie qui la divisèrent en sphères d'influence. La première guerre mondiale, au cours de laquelle la Porte choisit le camp des puissances de l'Axe, vit les Britanniques susciter une révolte au sein des tribus arabes péninsulaires dirigées par le chérif de la Mecque, qui contribua à la chute du califat. La République turque émergea des vestiges de l'Empire ottoman, grâce aux conquêtes territoriales du général nationaliste Mustapha Kemal (surnommé Atatürk, « père des Turcs »). En Iran, un officier de l'armée, Muhammad Riza Chah, prit le pouvoir en 1921 et essaya d'imiter les réformes de Kemal.

#### III – 2 - Le colonialisme européen, successeur de l'Empire ottoman

A peine les Turcs avaient-ils abandonnés leurs prétentions sur le Proche-Orient que les puissances européennes (France et Royaume-Uni) leur succédaient, attirées notamment par les richesses pétrolières et les enjeux stratégiques.

Au début du XX<sup>ème</sup> siècle, la totalité du Proche-Orient tomba ainsi sous la domination de l'Europe. La participation des pays du Proche-Orient à la Première Guerre mondiale et l'effondrement de l'Empire ottoman ne permirent pas aux provinces arabes d'obtenir leur indépendance. Les Français étendirent leur sphère d'influence à la Syrie et au Liban, mandatés par la Société des Nations (SDN) nouvellement créée, tandis que les Britanniques obtinrent le contrôle de l'Irak et de la Palestine, où ils reconnurent par ailleurs la constitution d'un Foyer national juif.

L'histoire de la colonisation du Proche-Orient est donc liée à celle du démantèlement de l'Empire ottoman, sur les ruines duquel le colonialisme a prospéré. Le mandat britannique sur la Palestine date de 1922, comme son implantation en Cisjordanie et en Irak. Les Britanniques exerçaient le plus souvent le contrôle de ces territoires par l'intermédiaire d'élites locales parfois fortement anglicisées sans prendre en charge l'administration courante, à l'exception notable de la Palestine mandataire.

La colonisation française fut différente : d'une part des liens existaient entre la France et les communautés chrétiennes du Levant, d'autre part Paris ne voulait pas que Londres soit seul maître du jeu au Proche-Orient après l'effacement des Turcs. La France obtint donc un mandat sur la Syrie et le Liban, entité créée par la Porte sous pression française pour protéger la minorité chrétienne maronite réfugiée dans la Montagne. Les Français étendirent le territoire du Liban, en s'appuyant sur les Maronites (encore une fois, ceux-ci furent considérés par leur zèle collaborationniste comme des propagateurs de la civilisation chrétienne car occidentale) et certains Druzes, et jeta les bases du système communautaire qui dure dans ce pays jusqu'à nos jours. En Syrie, Paris dut faire face à plusieurs révoltes nationalistes. Dès 1936, le gouvernement français accepta le principe de l'indépendance, pour la Syrie comme pour le Liban, mais celle-ci ne devait intervenir qu'à la fin de la seconde guerre mondiale. Plus pour la France que pour la Grande-Bretagne, la politique de mise en valeur et d'investissements, notamment en matière scolaire, laissèrent des traces durables et contribuèrent à assurer le maintien d'une forme d'influence après la décolonisation. Aujourd'hui encore, les écoles francophones au Proche-Orient, tenues par des congrégations religieuses chrétiennes, perpétuent cet héritage et traduisent une continuité d'influence culturelle, principalement au Liban.

Dès l'entre-deux-guerres, la montée du nationalisme arabe, le renouveau de l'Islam, et le soutien américain au droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, avaient commencé à fragiliser la position des puissances coloniales. La deuxième guerre mondiale bouleversa les rapports de force. Les difficultés des puissances européennes encouragèrent les colonisés à conquérir leur indépendance. La France resta présente au Proche-Orient après l'émancipation des territoires sous tutelle grâce à la profondeur de son implantation et à la proximité, géographique et culturelle, avec les pays concernés, ce qui ne fut pas le cas de la Grande-Bretagne.

Contestée dès l'origine dans ses mandats du Levant, particulièrement en Syrie, la France y accentuait, par sa politique d'administration directe et son soutien actif aux minorités religieuses, le mécontentement des nationalistes. Aux troubles récurrents de Syrie, à l'agitation des musulmans libanais, la France répondait par la répression.

Malgré tout, après l'indépendance du Liban, en 1943, la France put y préserver ses intérêts économiques et une réelle influence culturelle grâce au soutien des Maronites.

Cet exemple permet de mettre en lumière le rôle parfois ambigu des minorités chrétiennes d'Orient, qui ont été considérées comme des relais voire des supplétifs loyaux des puissances occidentales dans l'histoire, des croisades à la colonisation, et donc comme des collaborateurs (fidèles à leurs frères de foi et non à leurs compatriotes) aux yeux des autres communautés et notamment des musulmans.

### III – 3 - Le maintien de la domination étrangère, malgré la décolonisation

La période de la décolonisation s'étendit des années 1920 aux années 1950. La décennie 1930 fut une période de forte agitation dans le monde arabe. L'idée d'une nation arabe qui transcenderait les frontières dessinées par les colonisateurs français et britanniques, faisait son chemin. L'Irak, la Syrie et la Transjordanie obtinrent une indépendance relative par rapport aux puissances mandataires. A l'issue de la Seconde Guerre mondiale, l'Egypte et la Palestine restaient soumises à l'administration britannique. En Palestine, la tension ne cessait de croître entre les Britanniques, les Arabes et les Juifs. Les Nations unies votèrent, en 1947, le partage de la Palestine entre deux Etats, arabe et juif, mais ce plan fut rejeté par les Etats arabes. Affaibli économiquement par la guerre, le Royaume-Uni décida de quitter la Palestine en mai 1948. L'Etat d'Israël fut aussitôt proclamé par David Ben Gourion (14 mai) et, le jour même, plusieurs Etats arabes lui déclarèrent la guerre. Trois autres guerres suivirent, qui opposèrent l'Etat hébreu à l'Egypte, à la Syrie, à la Jordanie, au Liban et aux Palestiniens en 1956, 1967 et 1973. L'Egypte, sous la conduite de Gamal Abdel Nasser, véritable dirigeant de ce pays à partir du renversement de la monarchie en 1954, négocia le départ des Britanniques. Juste après le départ du dernier soldat en juillet 1956, ce dirigeant nationalisa le canal de Suez. Britanniques et Français, actionnaires de la compagnie qui gérait le canal, s'allièrent à Israël pour attaquer l'Egypte (opération « mousquetaire »), mais les Etats-Unis et l'URSS imposèrent le retrait de la coalition. La crise de Suez (succès militaire mais échec politique et diplomatique) marqua définitivement le retrait des puissances européennes au profit des deux nouvelles superpuissances. Le Proche-Orient devint alors l'un des enjeux de la guerre froide. A l'aube du XXIème siècle, avec l'effacement des Soviétiques, le déclin des Européens, seule la puissance américaine subsiste à un niveau capable de s'imposer, par la force ou par la pression économique et diplomatique. Mais l'influence américaine n'est pas omnipotente : elle n'a pas réussi à séduire les esprits et les cœurs, et elle se heurte à un irrédentisme identitaire qui se cristallise autour du rejet de la « lex americana ».

### III – 4 - Le nationalisme arabe, sursaut identitaire à vocation transfrontalière

Fruits d'une maturation des premières doctrines prônant la constitution d'un empire arabe unifié, qui remontent au XIX<sup>ème</sup> siècle, les mouvements nationalistes arabes contemporains (ou « panarabisme ») s'épanouirent de façon structurée au milieu du XX<sup>ème</sup> siècle. Ils traduisaient alors un profond sentiment d'insatisfaction inspiré par la domination qu'exerçaient les puissances coloniales occidentales. Le nationalisme arabe adoptait une nouvelle philosophie fondée à partir de la fusion des traditions historiques de l'Islam et des idéaux politiques du XX<sup>ème</sup> siècle occidental. (13) Ainsi, le concept moderne de nation et de peuple, défini comme une entité politique indépendante, fut développé par référence aux traditions et aux gloires du passé, et donc par référence à l'Islam en tant que socle identitaire. Même s'ils insistaient ainsi sur l'idée de tradition, les principaux groupements nationalistes arabes étaient opposés à l'organisation élitiste et monarchiste rencontrée dans la région ; ainsi les nassériens et les baasistes se considéraient comme socialistes.

Parmi d'autres tentatives d'union plus étroite des Arabes, le panarabisme a par exemple donné naissance au projet de « République arabe unie », entre l'Égypte et la Syrie, mais sans succès, les Syriens éprouvant du ressentiment vis-à-vis de la domination égyptienne dans ce binôme inégal. De même, la Syrie et l'Irak, bien que tous deux dirigés par le parti Baas, se considéraient comme ennemis et ont travaillé à l'extension de leur propre influence, en ordre dispersé (La Syrie au Liban et l'Irak en Iran et au Koweït).

Aujourd'hui, on constate que l'unité arabe est encore à faire. Ces rêves d'union et de force sont restés dans une large mesure lettre morte. La communauté des pays musulmans reste profondément divisée, politiquement, économiquement et stratégiquement, et paradoxalement dans une certaine mesure religieusement, car l'Islam est multiple derrière une apparente homogénéité. Mais cet échec du panarabisme comme ciment de la région a malgré tout permis l'éclosion d'un autre puissant moteur d'unité, qui est l'islamisme. De ce point de vue, il est indéniable que les mouvements nationalistes ont facilité dans les consciences l'avènement de cet islamisme, plus apte à convaincre sur ces buts, ses principes, et adossé à la légitimité que lui confère la sacralité religieuse. Cette filiation est paradoxale car les nationalistes arabes et les islamistes n'ont cessé de s'opposer violemment sur les terrains politique et intérieur.

### III – 5 - Du nationalisme à l'islamisme, la consolidation d'une identité

---

13 LEMARCHAND, Philippe, Atlas géopolitique du Moyen-Orient et du monde arabe, Editions Complexe

La cause palestinienne est devenue la cause commune de l'ensemble des musulmans, leur donnant une unité d'objectif inédite et suprême qui dépasse tous les clivages existants. La non création d'un Etat palestinien est perçue comme la preuve du double langage de l'occident (principalement des Etats-Unis) et de l'injustice dont on accable les musulmans, au nom d'une vision occidentale raciste et cynique des relations internationales. En effet, n'ont-ils pas le même droit à exister que les autres peuples ?

De plus, ce conflit sert d'exutoire à certains pays arabes qui peuvent canaliser l'énergie des foules mécontentes de leur sort et avides de prospérité économique. Cette « union sacrée » des musulmans arabes sert donc aussi des idéaux moins élevés, en détournant les peuples de leurs problèmes de politique intérieure... A cet égard, il est intéressant de constater que peu de manifestations ont eu lieu contre le déclenchement de la guerre contre l'Irak dans le monde arabe, les dirigeants de ces pays les ayant jugulées de crainte qu'elles ne se transforment en émeutes contre leurs régimes. L'échec de ce panarabisme transnational a eu aussi comme conséquence l'exacerbation des nationalismes d'Etat, alors que la plupart des pays du Proche-Orient n'ont que des frontières récentes, et que la composition de leurs populations aurait dû les en dissuader. L'émergence de ces patriotismes a été favorisée par des gouvernements qui ont recherché et su exploiter ce désir d'identité.

Apparent facteur d'unité, l'Islam est certes majoritaire mais en réalité hétérogène : si les musulmans constituent peu ou prou 92 % de la population de cet ensemble proche-oriental, les chrétiens et les juifs se partagent la quotité restante, ces derniers étant quasiment exclusivement concentrés en Israël. Mais il ne s'agit pas du même Islam pour tous. Les sunnites et les chiites professent tous deux leur foi en Mahomet mais ne sont qu'exceptionnellement solidaires les uns envers les autres. Les chiites eux-mêmes sont partagés entre duodécimains (foi en la mission des douze imams), ismaéliens, septimains, zaydites... Quant aux ibadites, ils ne sont ni chiites, ni sunnites mais dérivent du kharidjisme...

Les véritables divisions de l'Islam aujourd'hui, sont en réalité autant entre chiites et sunnites qu'entre ceux qui veulent appliquer l'Islam à la lettre (le retour à l'Islam pur des origines) et ceux qui veulent s'en affranchir, ou le moderniser dans la vie publique.

### III – 6 - La récurrence interventionniste, ou la tentative de « pax americana »

Au début des années 1990, la théorie de la « Fin de l'Histoire », lancée par l'universitaire américain Francis Fukuyama (14), qui annonçait la victoire définitive du libéralisme occidental, voué à s'étendre à toute la planète, ne rencontra qu'un succès d'estime. Une fraction de la droite

---

14 FUKUYAMA Francis, *The end of history and the last man*, Penguin books

conservatrice américaine, celle-là même qui s'était opposée à la détente avec l'URSS et à toute entente avec Mikhaïl Gorbatchev, semblait chercher au contraire un nouvel ennemi stratégique. Pourrait-il être l'islamisme, appartenant à cet axe du mal dénoncé par l'Amérique, avec des accents messianiques ?

Commentant les buts de l'intervention américaine, le Président Bush a dit qu'un « nouveau régime en Irak serait une très importante source d'inspiration pour les autres nations dans la région ». En d'autres termes, la chute du système bassiste irakien, son remplacement par un régime démocratique, devrait induire le règlement du conflit israélo-palestinien et provoquer une dynamique vertueuse qui se traduira par l'éclipse, partout dans le monde musulman, des autocraties et par une progression de la démocratie. L'American Enterprise Institute (AEI), dont l'influence sur la stratégie de politique étrangère américaine est réputée importante, a avancé que les opérations en Irak ne sont qu'une « première étape » vers la « libération d'autres pays du Proche-Orient qui vivent sous le joug de tyrans qui soutiennent le terrorisme » (15).

Faire du Proche-Orient une région stable et démocratique semble donc être devenu une priorité américaine. Mais régler le conflit israélo-palestinien et imposer, si nécessaire par le glaive, la démocratie aux Arabes, est un vaste programme. Les Américains préconisent un remède qui peut aussi se révéler plus nocif que le mal qu'ils combattent. Certains caricaturistes rappellent que les sauvages de Louisiane ont été décrits par Montesquieu : pour récolter les fruits mûrs d'un arbre, ils n'hésitaient pas à l'abattre, trouvant la méthode plus commode et plus rapide... Quelques effets secondaires d'une déflagration de la poudrière proche-orientale pourraient être : anarchie régionale, propension à la guerre civile, déstabilisation de la Turquie et de l'Iran (problème kurde notamment), ONU disqualifiée et réduite à ne jouer dans le nouvel ordre mondial qu'un rôle humanitaire... (16)

L'ambition d'une vaste zone de stabilité et de démocratie au Proche-Orient est louable, mais le projet du « Grand Moyen Orient » n'a pas suscité l'engouement attendu par Washington. A ce scénario d'une contagion démocratique qui affecterait l'ensemble des pays musulmans, on peut opposer celui de la propagation, par « sympathie », des thèses islamistes les plus radicales, sonnante le glas des derniers Etats laïques ou semi laïques, qui abandonneraient alors toute velléité démocratique. En effet, l'attaque contre l'Irak a donné à l'intégrisme musulman une nouvelle raison d'être. En catalysant toutes les frustrations et tous les ressentiments, elle a déjà cristallisé deux courants idéologiques jusqu'alors antagonistes : le nationalisme arabe et le

---

15 Sites INTERNET de la Maison-Blanche ([www.whitehouse.gov](http://www.whitehouse.gov)) et de l'AEI ([www.aei.org](http://www.aei.org))

16 HADDAD Mezri, Libération, 15 avril 2003

radicalisme islamiste. Car que représente Bagdad dans la conscience collective arabe ? Cette ville est en quelque sorte pour les nationalistes ce que Jérusalem est pour les islamistes, un symbole, celui de la puissance arabe, celui de l'unité et de la fierté ancestrale. En réalité, une forme d'anarchie, de discorde tribale et interconfessionnelle en Irak est aujourd'hui revigorée : jamais la haine des juifs n'a été aussi fortement ressentie, et les chrétiens sont désormais soupçonnés par leurs compatriotes musulmans d'être favorables au camp « chrétien », celui qu'on leur présente comme celui de la nouvelle « croisade ». N'est-ce pas d'ailleurs le terme même employé par le président américain ? Tocqueville, fin connaisseur de la démocratie américaine, écrivait il y a cent cinquante ans déjà : « Il y a deux choses qu'un peuple démocratique aura toujours beaucoup de peine à faire : commencer la guerre et la finir. »

Les ingrédients d'un « choc des civilisations » semblent ici rassemblés, et l'intervention américaine dans la région a plutôt tendance à favoriser ce scénario qu'à en éloigner la probabilité d'occurrence.

## IV - Axes polémogènes du Proche-Orient aujourd'hui

### IV – 1 - Le Proche-Orient, entre islamisme et interventionnisme

Le Proche-Orient est le lieu de tous les conflits et de toutes les rencontres. Nous avons rappelé qu'au XX<sup>ème</sup> siècle, les problèmes de la décolonisation, la question des Lieux saints des trois religions monothéistes, la contradiction entre la volonté d'établir un Etat juif en Palestine et la résistance des populations arabes à cette entreprise, les dissensions libanaises et les enjeux pétroliers ont été les facteurs de rivalités de puissance, y associant des puissances étrangères.

Le XX<sup>ème</sup> siècle, avec son cortège de guerres et de crises, consacre donc l'émergence du fait national dans la région, cette dimension s'affirmant sous différentes formes, qu'il s'agisse des revendications d'indépendance, du panarabisme, ou de son dernier avatar, l'islamisme : « L'affirmation du nationalisme arabe et de son concurrent l'islamisme exprime la volonté d'indépendance des peuples arabes de la région. » (17)

Aujourd'hui, le Proche-Orient oscille entre nationalismes, islamisme, et interventionnisme ; une instrumentalisation du facteur civilisationnel est également perceptible.

### IV – 2 - Sociétés islamiques : un terreau favorable à la radicalisation ?

Même si la démocratie peut s'inscrire dans une société musulmane, peut-elle s'étendre au pouvoir populaire (au sens où le peuple s'approprie les valeurs de la démocratie) et imprégner la tradition coranique ? Soulignons que la crise des valeurs, dénoncée au sein même des pays occidentaux, ne rend pas nécessairement la démocratie attrayante. De plus, il faut une base de classe moyenne pour que la démocratie soit viable, ce qui, à terme, suppose pour les sociétés musulmanes, des compromis avec le Coran ; le veulent-elles vraiment ? L'Islam est fondé sur le juridisme, or la démocratie entraîne l'instauration d'un nouveau droit et donc l'affaiblissement de ce juridisme coranique, ce qui conduit à la disparition de l'Islam dans sa version traditionnelle, voire dans sa substance la plus intime.

La vision d'un « choc des civilisations » s'appuie notamment sur l'existence d'un « ennemi » irréductible et inconciliable de l'Occident et de la démocratie, l'Islam radical. (18)

Mais l'Islam en lui-même est-il porteur de ce refus de la différence, et vecteur dans son essence et dans ses fondements de cette violence, de ce refus de l'altérité, de cette intolérance qu'on

---

17 LAURENS, Henry, Le Grand Jeu, Orient arabe et rivalités internationales, Introduction, Armand Colin

18 MARGOLIN, Jean-Louis, "A propos du « choc des civilisations »...", EspacesTemps.net, Actuel, 11.05.2003

dénonce chez les islamistes radicaux ? Le discours usuel est d'affirmer aussitôt que, si les islamistes sont, bien entendu, de dangereux fanatiques avec qui nul ne saurait composer, l'Islam en tant que tel est une religion de douceur et de tolérance, dont les valeurs sont compatibles sans difficultés avec celles des démocraties occidentales. Pourtant, quelques faits méritent d'être soulignés :

- la quasi-inexistence du fait démocratique dans l'ensemble du monde musulman (même la Turquie, souvent citée en exemple, ne saurait être sérieusement considérée comme une démocratie avec tous ses attributs), ce qui représente aujourd'hui une exception quasi-absolue par rapport aux autres zones du monde ;
- le niveau d'intolérance qu'y subissent dans la plupart des cas les non musulmans ; rappelons simplement que l'apostasie (abandon de l'Islam) y est interdite par la loi, et souvent punie de mort, et que la pratique des autres religions y est contrôlée, voire interdite ;
- le quasi-monopole de mouvements islamiques en matière de terrorisme, dont l'actualité se fait suffisamment l'écho ;
- l'existence de très nombreux foyers d'affrontements entre musulmans et non musulmans, alors que l'équivalent n'existe, pour les autres religions, qu'entre catholiques et protestants en Ulster, et entre bouddhistes et hindouistes au Sri Lanka ;
- la nature dissymétrique de la violence et de l'appel à la vengeance ; quand des chrétiens sont massacrés par exemple au Soudan ou aux Moluques, personne en Occident n'appelle à la « guerre sainte », alors que toute atteinte à un musulman est aussitôt amplifiée et utilisée dans les milieux islamiques pour exacerber le ressentiment solidaire et attiser la haine envers tous ceux qui seraient complices, par leur seule appartenance à une communauté non-musulmane. Il s'agit aussi d'une forme de paranoïa, qui a sans doute été accentuée et confortée par l'humiliation de la période coloniale et par le sort objectivement injuste réservé aux Palestiniens, cause emblématique de la communauté musulmane, symbole de l'iniquité du droit imposé par le monde occidental, les Israéliens et leurs alliés américains l'incarnant sans ambiguïté dans l'inconscient populaire musulman.

Il est raisonnable de penser que la difficulté à concilier Islam et démocratie provient du fait que l'Islam est fondé sur le Coran, qui prescrit les devoirs des musulmans sur le plan religieux (les cinq piliers), mais qui trace aussi les lignes essentielles de ce que les occidentaux appellent « le droit », aussi bien public que privé. Ainsi, l'Islam est un ensemble insécable identité-religion-droit, régissant la vie des individus sur le plan politique et public autant que privé. En ce sens,

vouloir séculariser l'islam peut s'avérer incompatible avec la nature même de l'islam, puisque cela signifie le renoncement par les musulmans à des pans entiers de leur foi et de leurs valeurs. En réalité, la remise en cause du fondamentalisme musulman consisterait donc à rechercher une révolution théologique, c'est à dire rien de moins que la renonciation au dogme du Coran incréé (et non créé : en effet, pour les musulmans, le Coran a existé au ciel de toute éternité et a été révélé par l'Ange Gabriel à Mahomet, ses commandements ne sont donc pas contestables ni soumis aux circonstances de l'époque). Or, à deux reprises dans l'histoire de l'islam, des tentatives de réforme ont échoué : après la rencontre avec la pensée grecque, une école, que l'on peut qualifier de rationaliste (les mutazilites), soutint la thèse de la création du Coran. Au IX<sup>ème</sup> siècle, un calife, Al Mamoun, adopta cette théorie et tenta de l'imposer par la contrainte, sans succès (827-847). Au contraire, professer la création du Livre Saint devint un crime punissable de mort. Dix siècles plus tard, des penseurs recherchèrent les raisons du retard (militaire, économique et même démographique, à l'époque) de l'islam par rapport à l'Occident : ce fut la Nahda (renaissance, essor). Ce mouvement assez timide ne posa en réalité jamais en termes nets la question de la création du Coran, malgré les apports des orientalistes occidentaux sur la vie du Prophète, sur la constitution des hadiths (conduite et dits du prophète et de ses premiers compagnons, ayant valeur d'exemple et force de loi) ou sur la charia (loi islamique). Aujourd'hui, les rares mutazilites sont accusés d'impiété et stigmatisés dans le monde musulman. Force est de constater qu'aujourd'hui comme hier, la forme la plus dynamique de l'islam est bien celle du fondamentalisme, de l'application stricte, autant dans le domaine privé que public, des préceptes de la religion. C'est en cela qu'une incompréhension subsiste entre l'Occident - laïc dans son organisation politique - et l'Orient musulman, car l'islam dans son essence n'a pas vocation à se cantonner à la sphère des consciences et de la vie privée.

L'angélisme, ou l'ignorance de cette réalité, conduisent de nombreux dirigeants politiques à occulter cet état de fait.

Pourtant, l'islam nous apparaît parfois comme apaisé : c'est que certaines populations de souche musulmane ne pratiquent pas leur foi avec zèle, au même titre d'ailleurs que de nombreux chrétiens en Occident ne font qu'appartenir à une société d'histoire chrétienne, sans revendiquer par ailleurs une foi et une pratique « orthodoxes ».

Pour mieux le comprendre, écoutons le recteur de la mosquée de Paris : « l'islam est à la fois une religion, une communauté, une loi et une civilisation. (...) Ne sont pas seulement musulmans ceux qui pratiquent les cinq piliers de l'islam, mais tous ceux qui appartiennent à cet ensemble identitaire. » (19)

Cette vision de la communauté musulmane (l'Oumma) se heurte dans la pratique aux dissensions entre musulmans, à la réalité de l'existence des différents courants de l'Islam, et au réalisme politique, dans certains cas aux logiques nationalistes (guerres entre pays musulmans comme Iran-Irak ayant montré par le sang versé la loyauté des chiites irakiens au régime de Bagdad, alliances internationales comme celle de la Turquie avec Israël...). Surtout, l'Islam n'a jamais totalement gommé les clivages ethniques : par exemple à nouveau, entre les Persans chiites iraniens et leurs frères de foi mais ennemis de race, les Arabes chiites irakiens...

L'espoir d'un Islam pacifié, tolérant et sécularisé est présenté parfois comme déraisonnable car incompatible avec la nature même de cette religion ; cela n'exclut pas de compter sur la sagesse et le désir de paix de dirigeants et de peuples musulmans avides de prospérité, mais le risque d'une radicalisation future n'est pas pour autant à exclure.

Les mouvements islamistes présentent des faiblesses structurelles : l'absence de structuration géopolitique de l'islamisme, l'incapacité des mouvements islamistes à se fédérer (malgré les tentatives iranienne, soudanaise ou saoudienne), leur insertion dans le cadre d'Etats nations constitués et les rivalités les opposant les uns aux autres, rendent l'hypothèse d'une coalition intégriste peu réaliste ; à cet égard, les risques pour l'équilibre international ne sont peut-être pas aussi considérables qu'on le craint (malgré l'anti-occidentalisme croissant du discours et des pratiques islamistes, le développement de réseaux de terrorisme...). En revanche, ces mouvements représentent d'abord un péril pour les libertés dans les pays où ils prennent racine ; en effet ce sont les démocrates arabes et musulmans qui sont les premières victimes de l'activisme islamiste.

#### IV – 3 - Le conflit israélo-palestinien, épice de « choc des civilisations » ?

Depuis 10 ans, les télévisions par satellite permettent aux citoyens arabes de voir les chars et les soldats israéliens réprimer brutalement les populations palestiniennes, détruire leurs maisons (environ 9000 depuis le début de la deuxième intifada), et la cause palestinienne est ainsi devenue la cause arabe et même musulmane, cristallisant toutes les frustrations, tous les complexes, tous les ressentiments.

Le problème palestinien a ainsi pris place au coeur des principales fractures stratégiques du globe ; Orient contre Occident, nord contre sud, musulmans contre judéo-chrétiens.

Pourtant, une autre analyse conduit à penser que ce « choc des civilisations » en gestation n'est rien d'autre que l'expression de la révolte contre ce qui est perçu comme un déni de justice, et que cette crise s'apparente plutôt à un tragique –mais somme toute assez classique- conflit territorial.

Les Palestiniens, après 1948, se sont retrouvés comme étrangers sur leur propre terre dans l'Etat d'Israël qui venait de naître et qui n'était pas le leur. (20) Pendant de nombreuses années, les Arabes israéliens ont été victimes de spoliations et de multiples discriminations qui, pour une part, subsistent encore aujourd'hui, même si leur situation actuelle n'est plus comparable à celle des années 50 ou 60 (21).

Aujourd'hui, on peut distinguer deux attitudes différentes chez les Arabes israéliens. L'une est principalement représentée chez beaucoup d'intellectuels qui craignent, par dessus tout, que leur identité palestinienne ne soit menacée par ce qu'ils appellent "l'israélisation" des Arabes d'Israël, c'est à dire une intégration dans la société israélienne qui conduirait à la dilution de leur personnalité culturelle. L'autre est l'attitude de la majorité ; confrontés aux contraintes et aux difficultés de la vie quotidienne, leurs craintes sont bien éloignées de celles des intellectuels. Pour eux, la menace qui pèse sur leur avenir est à l'inverse de l'intégration : ils redoutent d'avoir, un jour, à s'exiler car ils ont toujours pris au sérieux les discours des groupes politiques israéliens qui n'ont cessé de parler du transfert et de l'expulsion des Arabes. C'est dans cette perspective qu'ils ont longtemps interprété les multiples mesures prises par Israël pour les reléguer à la périphérie de la société. Leur préoccupation dominante a donc toujours été de tout faire pour tenter de trouver une place au sein de cette société dans tous les domaines et notamment dans l'éducation et la culture.

Pourtant, aujourd'hui, les Arabes sont de plus en plus nombreux à occuper des positions honorables au sein de la société israélienne : étudiants, employés et chefs d'entreprise dans les services et la restauration ; vedettes dans le théâtre, dans le football... Et ce ne sont pas des faveurs octroyées par le gouvernement israélien qui le permettent mais bien des succès obtenus grâce à l'obstination et la détermination des Arabes d'Israël.

De plus, l'évolution des mentalités chez les Juifs israéliens est évidente : il est révolu le temps où Golda Meir affirmait que le peuple palestinien n'existait pas « There was no such thing as Palestinians, they never existed. Before 1948, we were the palestinians. » (22)

Cette conscience de l'altérité conduit doucement à l'acceptation de la nécessité de trouver des solutions pour vivre côte à côte, si ce n'est ensemble. (Voir Figure 4)

#### IV – 4 - Une instrumentalisation du facteur religieux

---

20 BONIFACE Pascal, La Revue internationale et stratégique, Printemps 2004

21 HABIBI Emile, Entretien avec Jean-Paul Chagnollaud et Régine Dhoquois-Cohen, Confluences Méditerranée, 1993-1994

22 MEIR Golda, Discours, 15 Juin 1969

Dans les esprits de certains occidentaux, l'islamisme (voire, par raccourci, l'Islam dans sa globalité) se substitue à l'ancien "péril communiste", pour devenir la principale source de déstabilisation des relations internationales, l'ennemi absolu de l'Occident libéral et démocratique. Face à cette thèse, et de façon symétrique, l'idéologie islamique ne cesse de diaboliser l'Occident, pris comme un tout monolithique, tenu pour responsable de tous les maux dont souffrent les sociétés musulmanes.

On parle couramment du conflit israélo-palestinien comme d'un affrontement entre juifs et musulmans, accréditant ainsi la thèse civilisationnelle. Or l'irruption du facteur religieux dans cette guerre est finalement assez récente, et l'examen de l'histoire du conflit dément qu'il ait des racines fondées sur l'Islam ou le judaïsme. Cette instrumentalisation du religieux (23) et du mystique sert à consolider le socle de conscience nationale. Ainsi, dans les années soixante-dix, les Palestiniens fondaient leurs revendications sur l'idée politique de la spoliation de leurs terres et sur le panarabisme, la référence à l'Islam restant marginale. En effet, à l'origine, l'OLP se présentait comme un mouvement arabe progressiste – la charte nationale de 1964-1968 ne faisait qu'une allusion lointaine à l'Islam, mais elle exaltait le peuple et la révolution – et prosoviétique et cet organisme est né de la volonté de Nasser, connu pour sa lutte sans pitié contre les islamistes radicaux. A contrario, le régime saoudien, orthodoxe wahhabite, ne pouvait cautionner l'OLP qui apparaissait trop éloigné de l'idéologie islamique, et c'est ce qui le pousse à soutenir plutôt le Hamas, authentique mouvement islamiste palestinien. En effet, l'OLP des débuts regroupait de nombreux chrétiens, des femmes, des démocrates, des progressistes, et finalement bien peu d'islamistes militants.

#### IV – 5 - Le cas du Liban

L'assassinat de l'ancien premier ministre Rafiq Hariri a ressuscité les vieux démons de la guerre civile. Quels que soient les commanditaires, l'événement prélude à une déstabilisation de la Syrie. L'ancien Premier ministre a été tué ainsi que sept de ses gardes du corps et dix autres personnes dans un attentat spectaculaire à l'explosif le 14 février 2005, qui a fait également plus de 200 blessés et des dégâts importants. L'opposition, constituée des principaux leaders chrétiens regroupés sous la houlette du patriarche maronite, le cardinal Nasrallah Sfeir, du député et chef druze Walid Joumblatt, ainsi que d'une poignée de députés musulmans sunnites, réclame désormais le départ du gouvernement, la constitution d'un gouvernement provisoire d'union nationale et le retrait de l'armée syrienne.

---

23 ENCEL, Frédéric, Guerre israélo-palestinienne : d'encombrants renforts religieux au service des belligérants, revue Hérodote

Cette opposition, dopée par l'émotion populaire et le sentiment anti-syrien exacerbé aussi bien parmi les musulmans que les chrétiens, veut des élections au plus tôt qui viendraient sanctionner les alliés de Damas, au pouvoir au Liban depuis la fin de la guerre en 1990.

L'événement en rappelle bien d'autres, monnaie courante durant la guerre civile. L'avenir du Liban, celui de la Syrie et de toute une région arabe sont aujourd'hui et plus que jamais au cœur de l'actualité géopolitique.

Ce qui est significatif, c'est que le Liban s'est regroupé, faisant corps, toutes tendances et communautés confondues, à l'occasion de l'adieu vibrant réservé à cet ancien premier ministre et « rebâtitteur » du pays. Par leurs cris et leurs larmes, les quelques centaines de milliers de personnes qui ont suivi le cercueil du chef de la communauté sunnite « ont manifesté plus que de l'amertume » (24), ils ont aussi montré que leurs différences communautaires et religieuses étaient transcendées par le sentiment national libanais.

Cet événement doit être souligné comme un déni à l'hypothèse d'un choc des civilisations inéluctable, au Proche-Orient ou ailleurs. La solidarité musulmane ou le panarabisme libano-syrien n'a pesé que bien peu face à la détermination des Libanais de recouvrer leur souveraineté et de s'affranchir de la tutelle encombrante du grand voisin.

Mais les divisions politiques du Liban recouvrent-elles des divisions religieuses ? Dans beaucoup de mémoires subsiste le mythe du Liban, « petite Suisse » du Proche-Orient, pays à l'économie florissante grâce au génie de ses habitants, pays pacifique où tous les courants religieux pouvaient coexister pacifiquement.

A cet égard, le rôle des chrétiens maronites au Liban est emblématique. Cette communauté est de moins en moins nombreuse, car ses membres ont déjà massivement quitté le pays natal pour s'établir en diaspora à l'étranger, fuyant la guerre civile.

#### IV – 6 - Le cas de la Syrie

Le goût de la Syrie pour la confrontation guerrière est signalé dans Bible elle-même : dans l'Ancien Testament, le tableau classique de la déconfiture que le violent, le cruel attire sur lui-même est celui de l'histoire de Ben Hadad et d'Achab. Le roi Ben Hadad de Damas, assiégeant le roi Achab d'Israël dans sa ville de Samarie, envoie des messagers dans la ville encerclée pour exiger que sa victime lui livre tous ses biens, et Achab lui répond avec humilité : « Mon Seigneur, ô Roi, suivant ta parole, je suis à toi ainsi que tout ce que je possède. » Mais Ben Hadad ne veut pas se priver d'humilier encore plus son humble adversaire ; aussi envoie-t-il un second

---

24 Quotidien Al-Ahram, Egypte, 23 février 2005

messenger pour informer Achab que ses gens vont venir fouiller sa maison et que « tout ce qui réjouit les yeux d'Achab, ils le prendront et l'emporteront ». Après le refus d'Achab, la querelle est finalement vidée en une bataille rangée, où contre toute attente l'agresseur s'attire une cuisante défaite. Ne cédant alors point à la rancune, Achab non seulement laisse la vie à Ben-Hadad, mais mieux encore, il le traite comme un frère, et avec tous les honneurs...

Ce récit chargé de sens nous conduit aux frontières actuelles de la Syrie, qui furent établies en 1920 par les diplomates français et anglais lorsqu'ils se partagèrent des zones d'influence sur les territoires que l'Empire ottoman avait perdus en 1918. Or les Arabes, qui avaient en 1916 combattu les Turcs pour se dégager de cette domination, rêvaient du projet de la « grande Syrie », territoire devant englober ce qui correspond aujourd'hui à la Syrie, le Liban, la Palestine, la Jordanie et même l'Irak ! Damas apparaissait comme la capitale naturelle du futur Etat arabe, en vertu de son histoire (capitale de l'Empire des Omeyyades 640-750), plutôt que Le Caire où étaient installés les Anglais. Ce thème de la Grande Syrie inspire encore aujourd'hui la politique étrangère de ce pays, et éclaire son attitude au Liban voisin, qu'il considère comme une création artificielle de la France. C'est également ce qui explique en partie que le pouvoir syrien, malgré son opposition farouche à Israël et son soutien aux Palestiniens, ne souhaite pas l'instauration d'un Etat palestinien souverain. La Syrie, qui n'est pas à un paradoxe près, se montra le seul pays arabe favorable à l'Iran des ayatollahs durant la guerre Iran-Irak, et ce malgré sa politique très laïque (par exemple les Frères musulmans y étaient pourchassés). Pourtant, un point commun, ténu, existe entre les Iraniens et le pouvoir syrien : les hiérarques du régime sont tous issus de la minorité alaouite, qui est une déviance du chiisme.

Aujourd'hui, la Syrie recherche toujours une place à la hauteur de ses ambitions sur la scène internationale ; celle-ci lui est en partie accordée par sa tutelle du Liban bien plus que par sa puissance réelle, ce qui explique ses réticences à quitter ce pays malgré les pressions de la communauté internationale et des Libanais eux-mêmes. Le Liban constitue également une carte pour Damas dans son face à face avec Israël, lui permettant ainsi de ne pas être le seul pays frontalier en état de guerre avec lui, dans la mesure où Beyrouth ne peut à l'heure actuelle conclure d'alliance avec Tel Aviv sans l'autorisation de Damas.

On le voit, le projet de la Syrie, entre rêves de grandeurs et anti-impérialisme, est en réalité résolument pragmatique ; ses intérêts de puissance priment sans conteste sur toute autre considération, notamment civilisationnelle.

#### IV – 7 - Le cas de la Turquie

La Turquie doit être citée dans cette étude car elle est emblématique à bien des égards de toutes les hypothèses civilisationnelles liées au Proche-Orient.

En effet, elle est pour commencer un grand pays musulman, héritier d'un passé prestigieux, dont l'histoire reflète que l'Islam a été une extraordinaire force politique et militaire, et dont l'influence voire la domination s'est exercée sur un immense empire par la force du cimeterre.

La Turquie est aussi ce champion récent du nationalisme laïc incarné dans le héros Mustapha Kemal, Atatürk, souvent présenté comme ayant définitivement séparé l'Islam de l'Etat, et qui aurait ancré le pays dans le modernisme occidental, extrayant ainsi le germe de l'opposition séculaire du pays à l'Occident, qu'il aurait vocation à intégrer à court terme.

C'est enfin un pays à la population non arabe bien que musulmane, dont les intérêts pragmatiques font souvent fi de cette solidarité musulmane que d'aucuns voudraient voir passer avant toute autre considération, notamment ethnique ou nationale.

Ainsi, la Turquie a conclu avec Israël une alliance allant jusqu'à lui ouvrir des facilités aéroportuaires pour ses avions militaires. Son statut de membre fondateur de l'OTAN et d'alliée très sûr des Etats-Unis la distingue des autres pays de la région. Ses ambitions européennes montrent, si besoin en était, que l'aspiration à la prospérité économique passe avant bien des considérations plus idéalistes. Mais le paradoxe est que cette société tiraillée entre l'Occident et l'Islam a choisi d'être gouvernée par des islamistes.

La Turquie illustre donc l'idée que les intérêts nationaux, le sentiment d'appartenance à un ensemble communautaire qui transcende l'Islam (l'ethnie turque), un projet national tel que celui du kémalisme et de la marche forcée à l'Eldorado européen, font table rase des considérations civilisationnelles : la Turquie n'est pas dans le « choc des civilisations », elle démontre au contraire qu'elle s'en affranchit pour satisfaire prioritairement ses intérêts propres, nouant ses alliances avec pragmatisme. Cela n'exclut pas qu'en Turquie, une frange influente de la société cherche à faire pencher le pays vers une position plus en faveur de l'ancrage identitaire musulman, et que leur audience semble de plus en plus large. Une radicalisation n'est donc pas à exclure ; l'armée turque, rempart du kémalisme, veille au grain, mais pourrait-elle endiguer un phénomène de grande ampleur ?

#### IV – 8 - Le Proche-Orient, entre humiliations et espérance

La formule de « choc des civilisations » heurte en Occident les hommes qui croient en l'existence d'une seule civilisation : la démocratie, et elle accable de surcroît les musulmans « modernes », qui luttent dans leur monde contre l'archaïsme et voient dans cette expression fatidique l'annonce de ce qui les broiera, et comme la condamnation de leur espoir. Le fatalisme ancré dans la

tradition musulmane rend encore plus difficile le combat contre cette idée qui semble admise comme allant de soi, à la réalisation inéluctable.

Pensons que le monde musulman ressasse son passé et son ressentiment : foudroyantes conquêtes arabes du début, apogée d'une civilisation supérieure et dominante, mais aussi siècles de croisades, d'affrontements, de colonisation « chrétienne » suivis d'un XX<sup>ème</sup> siècle humiliant, formellement de décolonisation, mais qui, en fait, aura conduit le Proche-Orient et l'ex-Empire ottoman à la domination américaine. Le tout versant du sel sur la plaie vive israélo-palestinienne, béante en ce début de XXI<sup>ème</sup> siècle.

Les occidentaux, plutôt focalisés sur les derniers conflits mondiaux, ont plus facilement occulté dans leur mémoire collective ces siècles d'ingérence et de colonialisme. Les musulmans, eux, n'ont pas oublié...

Ainsi, si la quasi-totalité des musulmans récuse le terrorisme islamiste, dans le même temps, une immense majorité honnit l'Occident, son hégémonie, son injustice cynique au Proche-Orient, bref tout ce qu'exploitent les islamistes et les terroristes, qui se nourrissent de ces rancœurs.

Le fiasco politique et social des régimes arabes et des sociétés musulmanes peut certes être opposé à ces arguments, mais les populations n'y sont que peu sensibles, et leur ressentiment anti-occidental ne faiblit pas.

La prétendue valeur universelle et absolue supériorité de la démocratie occidentale sur tous les autres systèmes de valeurs, et par conséquent la conviction admise en Occident de l'urgence de sa propagation, notamment dans le monde arabo-musulman (25), heurte ces peuples fiers de leur culture orientale et de leur système de valeur.

L'ingérence occidentale est perçue comme une prétendue "mission civilisatrice", c'est à dire sous des atours voilés, comme une forme de recolonisation, avec ses protectorats et ses mandats. Mais, en attendant, le fossé s'élargit sous nos yeux, le ressentiment croît et la disproportion est croissante entre la puissance américaine et la faiblesse de ses protagonistes.

---

25 VEDRINE Hubert, Comment nier le choc Islam-Occident ? Le Monde, 27 février 2003

## Conclusion

Deux erreurs sont fréquemment commises vis-à-vis de la théorie du « choc des civilisations » de Samuel P. Huntington, sur fond de triptyque religions – civilisations – géopolitique au Proche-Orient.

La première est de croire à son inéluctabilité. Or l'histoire est faite par les hommes, à rebours de tout déterminisme. La conséquence de cette erreur pourrait être d'accroître le risque d'occurrence de cette hypothèse, car à force d'évoquer un événement comme devant nécessairement se produire, indépendamment de notre volonté, on peut faciliter les conditions de sa survenance. C'est ce qu'on appelle le risque de la « prophétie autoréalisatoire » (en anglais, « self-fulfilling prophecy »).

L'autre erreur est l'angélisme, qui conduit à réfuter cette hypothèse pour des raisons idéologiques et « politiquement correctes ». On confond alors ce que l'on souhaite éviter et ce qui est impossible. Dire que la guerre entre civilisations ne surviendra pas, au seul motif qu'elle n'est pas souhaitable, consiste à jeter l'anathème sur une idée ; mais la simple condamnation morale ne pourra enrayer ce phénomène s'il trouve un terrain fertile pour se développer, ou si les conditions structurelles de son avènement existent. Cette erreur est connue comme celle de la politique des « vœux pieux » (en anglais, « wishful thinking »).

Réfutons donc le fatalisme comme l'angélisme, pour traiter plutôt ce problème avec réalisme, à l'instar de ce que propose Hubert Védrine, ancien ministre français des affaires étrangères : « Le choc des civilisations ? Plutôt que de nous offusquer de cette théorie, trouvons les moyens d'en sortir, car il a commencé il y a longtemps, il se poursuit sous nos yeux, il peut s'aggraver. Comment nier le choc Islam - Occident alors même qu'il se manifeste de mille façons, que ses racines plongent profondément dans l'histoire, que des extrémistes spéculent sur lui, et qu'une guerre en Irak, la privation de toute espérance pour les Palestiniens, le terrorisme islamique et l'ubris américaine peuvent le faire dégénérer ? Ni l'Islam ni l'Occident ne pourront sans doute aller très loin dans le sens des pulsions antagonistes de leurs éléments les plus extrêmes. Ils n'auront d'autre choix que de continuer à coexister. L'Occident est beaucoup plus fort. Aucun terrorisme ne l'affaiblira, au contraire. Et s'il peut assujettir des gouvernements arabes ou effectuer aisément des opérations militaires, il ne pourra ni convertir ni soumettre les musulmans. » (26)

---

26 VEDRINE Hubert, Comment nier le choc Islam - Occident ? Le Monde, 27 février 2003

Certes, cette théorie du « choc des civilisations » provoque l'adhésion car elle catégorise, en simplifiant, l'interaction des peuples et des régions, dont les différences peuvent occasionner des incompréhensions, voire des conflits d'intérêt. Mais comme nous avons tenté de le montrer, l'imbrication des peuples et de l'histoire, la nature de leurs intérêts et de leurs alliances, démentent que seule cette considération civilisationnelle conduit l'espèce humaine dans ses relations macroscopiques.

D'une part, comme le souligne Aymeric Chauprade (27), « reconnaître que la civilisation existe n'est pas prouver qu'il existe un choc des civilisations ». D'autre part, la typologie des civilisations reste affaire d'appréciation, en l'absence de consensus sur cette question. En revanche, la réalité de l'existence des peuples et des Etats est incontestable ; ce qui incite à penser à l'échelle des intérêts de puissance de ces entités, et non de celles, prétendues, de « civilisations », qui n'ont pas prouvé leur volonté de puissance propre.

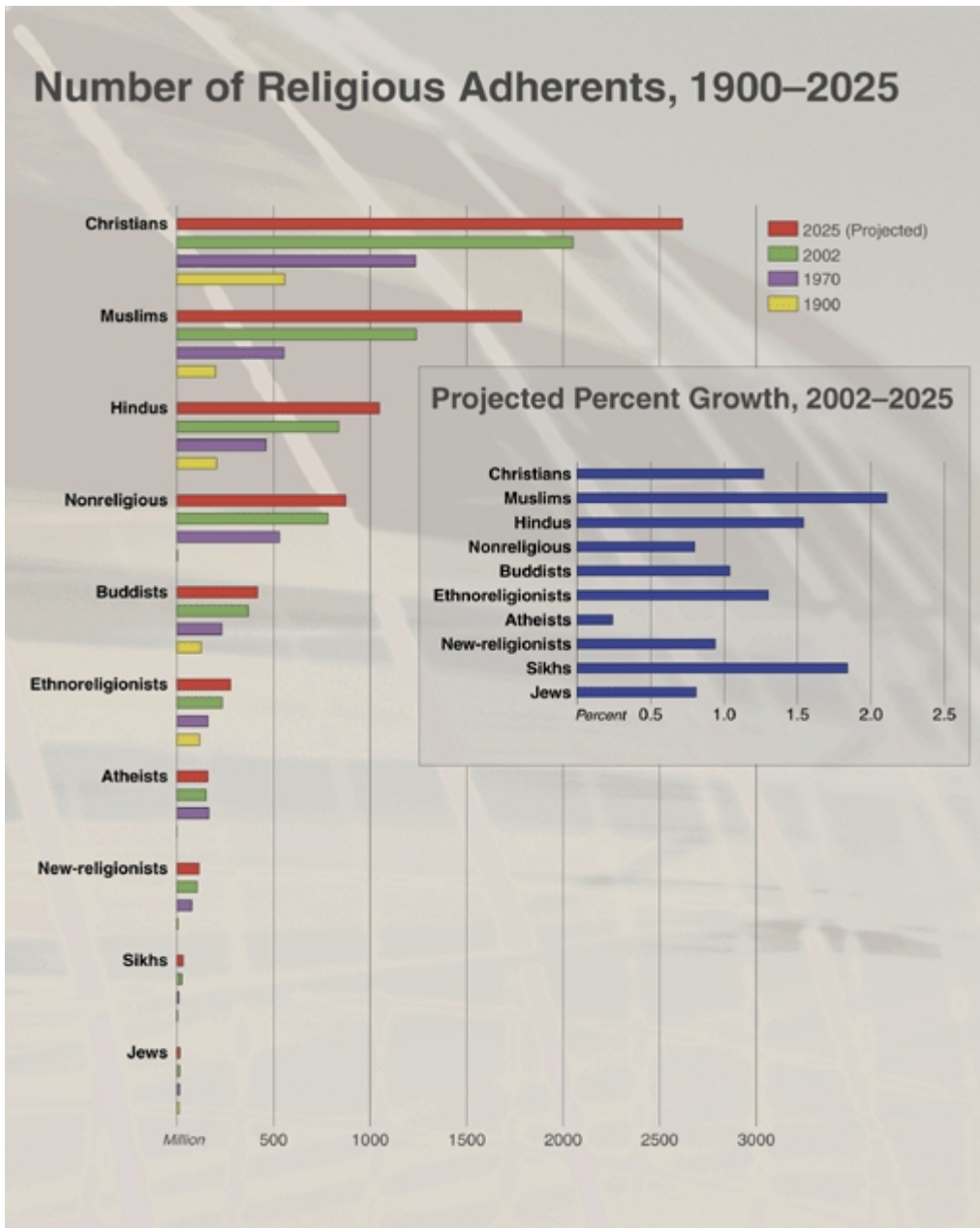
De ce point de vue, on ne peut parler de « choc des civilisations » au Proche-Orient, mais plutôt d'une zone en ébullition pour des motifs variés autant politiques que culturels, antagonismes séculaires, rivalités nationales, disparités socio-économiques, le tout étant exacerbé par les intérêts des puissances étrangères. Le résolution de la question palestinienne, qui envenime tout débat depuis cinquante ans, reste le nœud gordien à trancher pour espérer atteindre la stabilité dont cette région riche et attachante a tant besoin.

La confrontation des peuples et des civilisations a eu aussi, ne l'oublions pas, des répercussions fécondes sur le long terme. Par exemple, suite aux guerres, « de grands écrits » portés par certaines cultures, tel que des livres sacrés, des œuvres littéraires et philosophiques importantes, sont devenus accessibles aux autres cultures : « Le voyage des idées, les interpénétrations et les interactions culturelles se répètent dans l'histoire de l'humanité aussi naturellement et de manière aussi durable que la migration des oiseaux dans la nature. Même l'odieuse éventualité d'un engagement dans des guerres mène parfois à l'enrichissement et l'affermissement des

Ainsi que nous avons tâché de le démontrer, si le choc des civilisations semble se produire stricto sensu au Proche-Orient, en réalité nous pensons qu'il n'est qu'un risque en puissance, encore possible à conjurer, car cet épouvantail conceptuel, malgré ses accents de pertinence, ne doit pas occulter la réalité des rapports de puissance. La participation équitable de cette région stratégique au grand bal des nations et de l'économie mondiale, ainsi et surtout que la résolution préalable du problème palestinien sont les conditions sine qua non d'un apaisement des relations multiséculaires entre les peuples et les cultures qui devront y prévaloir encore à l'avenir.

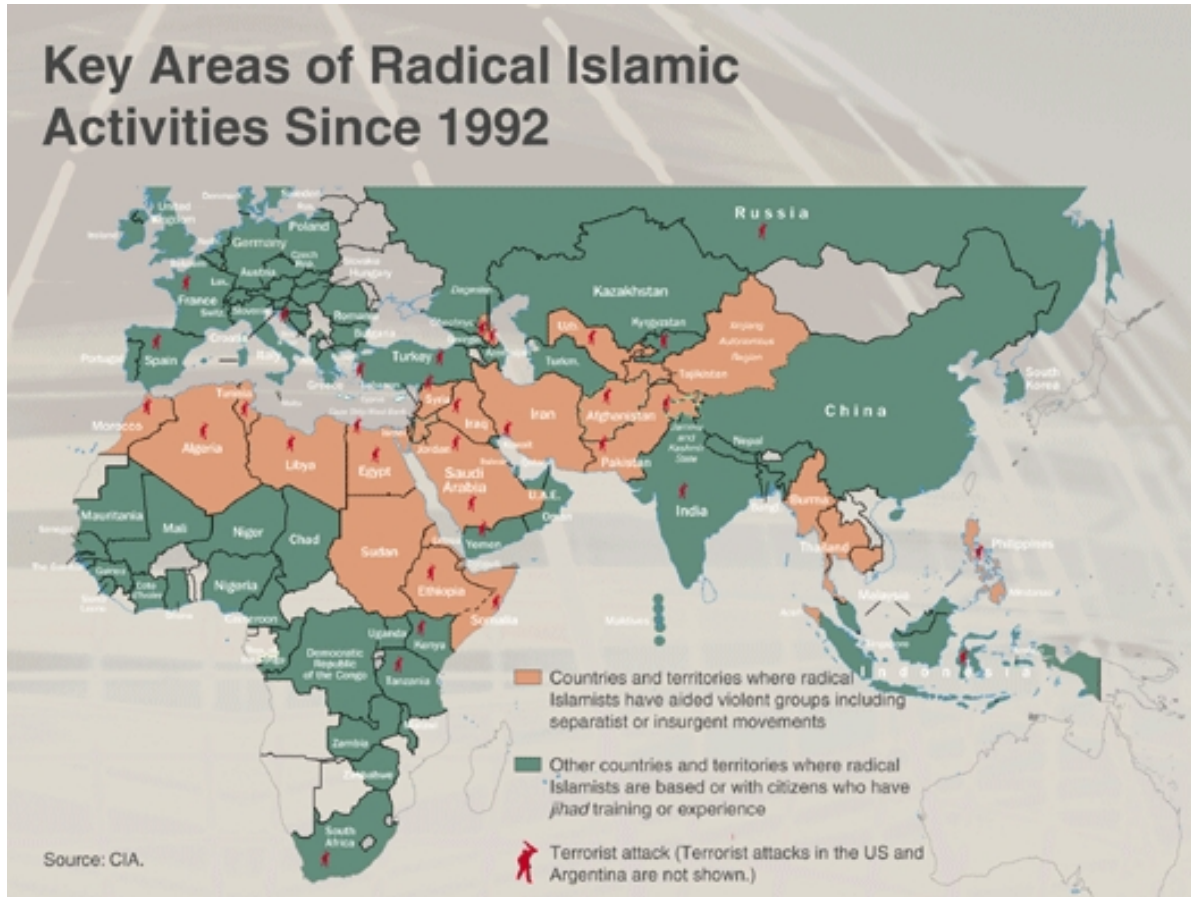


Annexe 2 : Evolution des différentes religions dans le monde, projection, source CIA



Source: Status and Trends in Global Mission as Revealed by the Annual Christian Megacensus, AD 1800–AD 2025, World Evangelization Research Center.

Annexe 3 : Le théâtre d'opérations de l'Islam radical selon la CIA



Annexe 4 : mosaïque des confessions en Israël



## Annexe 5 : la dimension interreligieuse au Proche-Orient

Dans ses principes, l'islam tolère en principe le christianisme et le judaïsme parce qu'il reconnaît Moïse et Jésus (Moussa et Issa pour les musulmans) comme prophètes précurseurs de Mahomet (alors que les païens n'ont pas le droit de cité, devant choisir entre la conversion et la mort). En revanche, judaïsme et christianisme ne peuvent guère manifester cette attitude envers l'islam sans admettre, du même coup, la qualité de prophète de Mahomet. Ce principe d'antériorité chronologique est essentiel pour comprendre la difficulté du dialogue interreligieux.

### 1 - Juifs et musulmans, deux chemins divergents pour les fils d'Abraham

Pendant des siècles, les communautés juives établies sur les rives de la Méditerranée ont vécu en relative bonne entente avec les populations islamisées. Au XVIII<sup>ème</sup> siècle, l'équilibre se modifie. Les Juifs choisissent d'adhérer en masse aux valeurs de l'Occident, bientôt perçu par les Musulmans comme une force colonisatrice. Divergences accrues avec la création en 1948 de l'Etat d'Israël, l'exode des Palestiniens, puis celui des Juifs de tous les pays arabes. Le nationalisme règne désormais en maître.

Dans le livre de la Genèse, la Bible situe les premiers épisodes des relations entre Juifs et Arabes aux origines mêmes de la promesse divine. Les deux fils d'Abraham, Ismaël et Isaac, préfigurent les deux peuples : Ismaël se voit promettre une descendance innombrable qui formera la grande nation arabe. Vivant dans le désert de la péninsule arabique, les descendants d'Ismaël demeureront en guerre contre tous, et se livreront au commerce caravanier : ainsi est forgée l'image encore tenace que les Arabes sont des nomades, ce qu'ils ont été, en effet, avant de largement se sédentariser.

Isaac et ses descendants sont quant à eux liés à Yahvé par une alliance, qui sera celle du peuple

## 2 - Chrétiens et musulmans, de croisades en dhimmitude

Le risque est grand, chez les chrétiens vivant en terre d'Islam, d'une véritable acculturation, d'un abandon de la foi par assimilation, intégration. Au cours de l'histoire, des réactions de repli, destinées à protéger la communauté, caricaturèrent l'Islam pour le diaboliser, l'éloigner, le discréditer (à l'image des « martyrs de Cordoue », chrétiens exécutés au milieu du X<sup>ème</sup> siècle en Espagne pour avoir injurié l'Islam).

La « dhimmitude » est le statut réservé aux Chrétiens et aux Juifs en terre d'Islam, dans le cadre d'une ségrégation faite à la fois d'humiliations, de tribut mais aussi de garanties de protection.

Cette « tolérance » envers les fidèles des deux autres religions « du Livre » puise sa source aux racines du texte coranique, qui la prescrit expressément. On emploie ici le terme de « tolérance » dans un sens bien éloigné de son acception contemporaine, pour signifier que la société musulmane ne les forçait pas à abjurer et ne les liquidait pas physiquement.

Les « dhimmis » (« protégés ») étaient astreints au paiement d'un impôt de capitation, la *jizya*, et soumis à un certain nombre de restrictions d'ordre social, pour pouvoir jouir de la liberté religieuse, de la garantie de leur personne et de leurs biens, déclarés inviolables. Ils possédaient leurs chefs et tribunaux et menaient leur vie familiale, personnelle et religieuse selon leurs propres lois. Les « dhimmis » devaient porter des vêtements et des couvre-chefs distinctifs, et il leur était interdit de monter à cheval ou de porter des armes. Ils devaient manifester leur respect envers l'Islam et tout musulman, et leurs maisons ne devaient pas s'élever à la hauteur de la toiture de celles de leurs voisins musulmans. Bien qu'appliquée avec une rigueur variable selon les époques et les lieux, ce statut de dhimmitude a consacré sans équivoque que les non musulmans, sans être forcés à la conversion, n'étaient de fait que des citoyens de seconde zone, humiliés et méprisés, soumis à des discriminations fiscales et sociales.

Cette conception du rapport à l'altérité est-elle consubstantielle des sociétés musulmanes ? En d'autres termes, faut-il considérer que tout pays musulman est happé par cette logique

En terre d'islam, les chrétiens sont, encore aujourd'hui, des citoyens de seconde classe, des « dhimmis » de fait sinon de droit.

En Irak, une minorité de 4 % de chrétiens (dont une forte majorité de catholiques) connaissait une situation plutôt satisfaisante avant l'attaque américaine. Ainsi Tarek Aziz, ex-vice premier ministre, est-il chrétien.

En Jordanie (4 % de chrétiens), la liberté religieuse est garantie par l'Etat, principalement grâce aux souverains hachémites fortement occidentalisés, mais limitée. Les autorisations nécessaires à son exercice se heurtent à toutes sortes de difficultés administratives. A noter qu'en février 2000, une pétition demandant l'application de la Charia a été présentée par 53 députés sur 80, ce qui atteste de la fragilité de cette situation de relative tolérance vis-à-vis des chrétiens.

En Palestine (2 % de chrétiens), toute la population souffre, sans distinction de confession, chrétiens et musulmans confondus, de la seconde intifada mais le prestige dont jouit le patriarche latin de Jérusalem se réduit face à la radicalisation islamique de la revendication politique. Toutefois, la lutte contre l'occupant israélien, dans laquelle les chrétiens ont joué un rôle significatif, tend à atténuer les griefs des islamistes à leur encontre.

En Israël, la liberté de culte est théoriquement reconnue à tous. Les chrétiens sont concentrés dans le nord où se trouvent la plupart des Arabes israéliens (notamment à Nazareth). Ils subissent des tracasseries de la part des autorités israéliennes et les jeunes sont poussés à l'émigration par l'attitude de l'OLP, malgré l'existence d'un accord entre l'autorité palestinienne et le Vatican sur la liberté religieuse.

En Syrie (8 % de chrétiens), l'Islam n'est pas la religion d'Etat mais celle du chef de l'Etat (appartenant à la minorité chiite des Alaouites, comme toute la classe dirigeante). L'Etat est en principe laïc mais contrôle sévèrement l'activité des Eglises y compris le catéchisme qui est dispensé dans les écoles chrétiennes, dirigées par un inspecteur nommé par le gouvernement.

ont tenue au moment des indépendances. Ecoles et hôpitaux chrétiens sont largement ouverts aux musulmans (souvent à 90 % et plus). C'est du côté chrétien qu'existent des institutions d'étude de l'Islam, en Orient comme en Occident. Les facultés de théologie ont créé des chaires d'islamologie mais force est de constater que la réciprocité n'existe pas. Les chrétiens du Proche-Orient souffrent d'une discrimination de fait que la majorité musulmane ne réprovoque pas. Les guerres du Liban, de Palestine et d'Irak accablent particulièrement ces minorités qui tentent de préserver leur identité sans renier leur appartenance au peuple arabe.

Ainsi, reçu à l'université d'Alger en 1978, le défunt patriarche grec catholique melkite Maximos V Hakim déclarait : « Nous sommes, arabes musulmans et arabes chrétiens, d'une même race, nous adorons le même Dieu, nous vénérons les mêmes prophètes. Notre salut est dans la reconnaissance de l'altérité, dans les valeurs qu'elle incarne. L'ouverture du chrétien vers l'occident n'en fait pas un faux frère, il en fait plutôt un trait d'union entre deux civilisations, deux cultures, deux religions qui confessent un même Dieu. »

#### 4 - Réalité des traces historiques du conflit Islam - monde judéo-chrétien

Croisades, persécutions anti-chrétiennes, profanations de sanctuaires religieux (citons simplement la destruction du Saint Sépulcre par Al-Hakim en 1009), l'histoire du Proche-Orient est incontestablement émaillée de violences accréditant l'idée d'un choc rugueux des civilisations. D'après Emmanuel Brenner (29), nos relations restent dictées par cet antagonisme historique : « Sans en exagérer l'importance, il faut tenir compte d'enjeux culturels qui traduisent des affrontements entre des conceptions du monde différentes sinon antagonistes. (...) Cette dimension culturelle fait défaut à de nombreux observateurs qui omettent de prendre en compte cet arrière-fond historique qui nous parle à notre insu. Un arrière-fond dont la nature longtemps conflictuelle affleure dans les retours identitaires d'aujourd'hui. Il n'est que

## 5 - La guerre dans la culture arabe

Au Proche-Orient comme ailleurs, le rapport à la guerre pour les populations musulmanes est largement inspiré par le Coran. On ne peut que constater que le monde musulman contemporain est revenu au plus profond de la culture arabe. (30)

Pour replacer cette affirmation dans ses contextes historique et théologique, soulignons que la pensée stratégique arabe remonte à l'Arabie ante-islamique. A vrai dire, il n'existe pas véritablement de théorie arabe de la guerre élaborée par des stratèges ou des théoriciens à l'image de Sun Tsu ou Clausewitz. Celle-ci a été pensée par des juristes, des philosophes, des religieux voire des mystiques. Et c'est seulement à partir de ces écrits qu'il faut essayer de trouver une direction générale.

En second lieu, la civilisation arabe a subi des influences nombreuses (mondes perse ou byzantin notamment) et qui se sont exprimées à travers des courants de pensée ou des modes de combat. La synthèse s'est progressivement réalisée en s'appuyant essentiellement sur le Coran.

C'est en effet le Coran qui est le socle de la pensée musulmane de la guerre. Il faut donc, si l'on veut comprendre cette dernière, admettre que le musulman se fonde sur la justice révélée par le Coran pour régler sa relation avec les conflits violents ou armés.

Ainsi selon l'Islam, la guerre n'est pas "une conquête vulgaire" mais il s'agit bien de l'utiliser pour défendre la communauté, l'oumma, et convertir ses adversaires pour gagner le paradis en véritable juste. Toutefois, il est vain de conduire cette guerre en permanence et sans précaution, au risque de mettre en péril son propre devenir : la communauté doit pouvoir vivre. A ce titre, les croisades sont aux yeux des musulmans une conquête sauvage, une "reconquête superlative" de la reconquête de l'Andalousie, avec pour seul but de reprendre la terre qui avait bu le sang du Christ.

De façon idéale, le musulman mène son action pour atteindre l'accomplissement total de sa foi en protégeant la pureté musulmane. Ce n'est pas de l'extrémisme comme le soulignent souvent les

musulmans et Occidentaux. Selon le Coran, est plus digne celui qui est plus proche de Dieu. Par conséquent, il est envisageable pour un musulman de mourir en martyr (chahid) et de servir de modèle pour le reste de la communauté. Ainsi, qui est terroriste pour l'un peut sembler un héros à l'autre.

D'autre part, le vocable Jihad recouvre deux guerres saintes. L'une, de nature véritablement guerrière, est communément appelée "petite guerre sainte", mais l'autre, la "grande guerre sainte", mentionnée dans la vie du prophète, est relative au combat intérieur qui vise pour chaque individu à lutter contre ses mauvais penchants. Il faut donc théoriquement faire d'abord appel à la conversion avant de recourir à la violence.

Enfin, une sorte de choc "interne" de civilisation secoue l'islam : nous l'avons vu, la civilisation islamique n'est pas une et indivisible, et de ses fractures internes surgissent les frictions qui l'agitent, parfois avec violence. Ainsi, il est possible d'affirmer que ce ne sont pas les pays occidentaux qui subissent les plus grandes conséquences des tensions qui surgissent au sein de la communauté arabo-musulmane mais bien cette dernière. En effet, s'affrontent en son sein les partisans du retour à l'islam et ceux qui souhaitent une évolution visant à s'en extraire, ou à le moderniser.

## 6 - Dialogue Islam – Occident, entre incompréhension et autisme

En Occident, certains voient dans l'islam un ensemble intemporel, immuable, confondu avec l'islamisme en tant qu'idéologie politique de combat et assimilent la civilisation musulmane à l'archaïsme obscurantiste... Or, les pays musulmans vivent des tensions internes qui prouvent par elles-mêmes que leurs sociétés sont tiraillées entre, d'une part, l'exacerbation des particularismes culturels et des mobilisations identitaires et, d'autre part, l'aspiration (certes difficile, mais très

forteresse assiégée par cet Islam intolérant et liberticide, obstacle à toute avancée de la démocratie et des valeurs humanistes.

L'éventualité d'un « choc des civilisations » ne provient-elle pas de ce profond décalage de référentiels et de perception ?

## 7 - Facteurs de modération

A côté d'extrémistes souvent cités par les médias, il est paradoxal de constater que dans le monde musulman, quelques voix s'élèvent aussi pour appeler au « dialogue des cultures », comme celle, inattendue, du président iranien Seyyed Mohammed Khatami, qui rejette officiellement la perspective d'un choc des civilisations en affirmant « Nous devrions être à l'écoute de ce que les autres cultures nous offrent » Mais il dénonce aussi « un monde contrôlé par les conditions économiques, militaires et politiques qui éradique tout havre spirituel, artistique et intuitif au profit des indices économiques et des armes destructrices. » (31)

## Annexe 6 : le facteur démographique

### 1 - Le facteur démographique et l'islam radical

D'après les analystes du National Intelligence Council (NIC, organisme dépendant du directeur de la CIA, regroupant les contributions d'analystes des différents services américains et de membres de la société civile) (32) la plupart des régions connaissant un regain d'activisme islamiste sont peuplées d'un grand nombre de jeunes gens désœuvrés. Ainsi, une corrélation entre les poussées démographiques dans ces pays et le succès des thèses extrémistes islamiques serait révélée. Le Proche-Orient est concerné par projection puisque les taux de natalité y resteront très élevés à moyen terme, entretenant cette situation jusque dans les années 2020.

Ainsi, la CIA prévoit qu'au Proche-Orient, l'islamisme radical continuera à exercer une influence majeure sur la vie politique et sociale, notamment en raison de l'incapacité des gouvernements de la région d'offrir à la population un avenir et de faire face aux enjeux croissants de la mondialisation. (Voir Figure 2)

Cette influence islamique pourrait aller jusqu'à la constitution d'entités supranationales, dépassant les clivages ethniques dans certains cas, fédérant les musulmans de la région par un retour aux racines de l'Islam, l'apogée de cette possibilité se situant en 2020 environ. Quoiqu'il en soit, les sentiments d'humiliation et de rejet de l'Occident et des valeurs démocratiques qui lui sont rapportées ne devraient pas s'estomper avant de nombreuses années, du moins tant que le monde musulman ne sera pas totalement intégré à la vie économique mondiale et à ses succès.

Cette radicalisation d'une frange de la population musulmane n'empêchera pas l'exode massif de jeunes sans emploi vers l'Occident et ses richesses, mais la recherche de prospérité matérielle ne les empêchera pas de manifester mépris et rancœur vis-à-vis de ce monde « infidèle » et « pervers ». Refusant l'intégration symbiotique, ces populations privilégieront le communautarisme et seront, à leur manière, des acteurs d'un « choc des civilisations », en tant

quatre millions (sur les huit millions de Palestiniens) qui vivent sur le territoire de la Palestine historique du mandat britannique. Malgré les exodes de 1948 et de 1967 la population palestinienne aura ainsi triplé en cinquante ans (1,36 million en 1948).

Face aux Palestiniens, le « Grand Israël » totaliserait 4,8 millions de juifs, donc une courte majorité de 54%.

Cela dit, les Palestiniens jouissent d'un capital de croissance trois à quatre fois plus élevé que la population juive : leur taux de fécondité est en effet de 6 enfants par femme en Cisjordanie et à Gaza et de 4,2 enfants en Israël, contre 2,6 enfants par femme parmi la population juive.

A ce rythme, les Palestiniens redeviendront donc majoritaires entre 2007 et 2013 en Palestine mandataire. Les citoyens arabes d'Israël seront eux entre 21 et 26% de la population en 2025 contre 17% actuellement.

Cet aspect démographique est essentiel, car toute confrontation sur un territoire intègre une comptabilité des êtres qui en composent les différentes minorités.

## Annexe 7 : contrer le « choc des civilisations » au Proche-Orient ?

Comment limiter le risque d'occurrence du « choc des civilisations » au Proche-Orient ?

L'Occident doit combattre en lui-même la résurgence d'une forme d'arrogance de puissance occidentaliste, se méfier des nombreuses fausses bonnes raisons de recoloniser l'ancien tiers-monde, imposer à Israël la création d'un Etat palestinien viable, et faire de l'après-Saddam Hussein une démonstration de modernisation démocratique et de multilatéralisme réussi.

Il peut et doit également soutenir plus courageusement, partout, les musulmans modernes souhaitant établir les relations internationales sur les bases de la démocratie et de la paix durable. Cela suppose qu'il encourage concrètement aux réformes les pays musulmans, sans diktat ni maladresse dominatrice, mais avec fermeté.

En outre, de la part des responsables arabes, et musulmans, il serait courageux de reconnaître que, s'il y a risque de « clash », ce n'est pas seulement du fait d'une pression néocolonialiste occidentale ou de « l'aventurisme » du gouvernement américain, mais aussi en raison des rancœurs et des tensions accumulées au sein du monde arabo-islamique, et de tous ceux qui y font de la haine de l'Occident un exutoire.

Apparemment, rien ne prédispose les Etats-Unis à concevoir cette stratégie ni à mener cette politique à court terme. Les musulmans modernes ne leur feraient d'ailleurs pas nécessairement confiance, surtout compte tenu des suites de la démonstration de force militaire en Irak. Toutefois, si le gouvernement américain changeait radicalement de politique dans l'affaire israélo-palestinienne, il pourrait devenir porteur d'espérance pour tous les peuples de la région.

Les occidentaux sont donc placés devant ce défi : écarter le spectre d'un affrontement Islam Occident, en se libérant des siècles qui semblent le prédéterminer.

## Bibliographie

- BONIFACE Pascal, La Revue internationale et stratégique, printemps 2004, PUF
- BRAUDEL Fernand, Grammaire des civilisations, Arthaud – Flammarion.
- BRENNER Emmanuel, France, prends garde de perdre ton âme..., Mille et une nuits
- CHAUPRADE Aymeric, Géopolitique : constantes et changements dans l’histoire, Ellipses  
Encyclopédie Universalis
- ENCEL Frédéric, Guerre israélo-palestinienne, Revue Hérodote
- FUKUYAMA Francis, The end of history and the last man, Penguin books
- FLORI Jean, Guerre sainte, jihad, croisade, violence et religion dans le christianisme et l’islam,  
Editions du Seuil
- HADDAD Mezri, Non delenda Carthago, éditions du Rocher, 2002
- HUNTINGTON Samuel P., Le choc des civilisations, Odile Jacob
- LACOSTE Yves, Dictionnaire de géopolitique, Flammarion
- LAMCHICHI Abderrahim, Islam-Occident : la confrontation ? Confluences Méditerranée N°16,  
Hiver 1995-96
- LAURENS Henry, Le Grand Jeu, Orient arabe et rivalités internationales, Armand Colin
- LEMARCHAND Philippe, Atlas géopolitique du Moyen-Orient et du monde arabe, Complexe  
Centre International d’Etudes Géopolitiques, Géopolitique, religions et civilisations, juin 2002,  
L’âge d’homme
- Revue « l’Histoire », numéro spécial « Juifs et Arabes », mai 2000, N°243
- NOVAK Michael, The Universal Hunger for Liberty, Why the Clash of Civilizations Is Not  
Inevitable ? Can Islam Come to Terms with Democracy, Basic Books
- SELLIER Jean et André, Atlas des peuples d’Orient, La Découverte
- National Intelligence Council, NIC 2020 Project on the Middle East, March 2004 (think tank  
américain)

# TABLE DES MATIERES

<b>INTRODUCTION</b>	<b>- 3 -</b>
<b>I - LE « CHOC DES CIVILISATIONS » AU PROCHE-ORIENT, UN CONCEPT ENTRE MYTHES ET REALITES</b>	<b>- 4 -</b>
I – 1 - Genèse d'un concept, le « choc des civilisations »	- 4 -
I – 2 - Le Proche-Orient, au cœur de la tectonique des peuples et des civilisations	- 6 -
I – 3 - Les « civilisations », entités aux contours imprécis et controversés	- 7 -
I – 4 - Le Proche-Orient, entre géographie physique et géopolitique	- 9 -
<b>II - LE PROCHE-ORIENT DANS LA LONGUE DUREE CIVILISATIONNELLE</b>	<b>- 11 -</b>
II – 1 - Les civilisations se sont rencontrées, frottées, parfois combattues	- 11 -
II – 2 - La mosaïque des peuples du Proche-Orient, héritage d'une histoire tumultueuse	- 11 -
II – 3 - Le Proche-Orient, creuset de genèse des civilisations	- 12 -
II – 4 - L'influence unificatrice des civilisations hellénistique et romaine	- 13 -
II – 5 - L'Islam ou l'émergence de la civilisation à essence religieuse	- 14 -
II – 6 - Une terre marquée par la domination arabe	- 15 -
II – 7 - L'empreinte des hégémonies iranienne et turque	- 15 -
II – 8 - Les croisades, un traumatisme vivace pour les musulmans du Proche-Orient	- 16 -
<b>III - LE XX<sup>EME</sup> SIECLE OU L'AVENEMENT DU FAIT NATIONAL</b>	<b>- 18 -</b>
III – 1 - L'irruption de la domination européenne	- 18 -
III – 2 - Le colonialisme européen, successeur de l'Empire ottoman	- 18 -
III – 3 - Le maintien de la domination étrangère, malgré la décolonisation	- 20 -

IV – 5 - Le cas du Liban	- 30 -
IV – 6 - Le cas de la Syrie	- 31 -
IV – 7 - Le cas de la Turquie	- 32 -
IV – 8 - Le Proche-Orient, entre humiliations et espérance	- 33 -
<b>CONCLUSION</b>	<b>- 35 -</b>
<b>ANNEXES</b>	<b>- 38 -</b>
<b>Annexe 1 : Le choc des civilisations selon Samuel Huntington</b>	<b>- 38 -</b>
<b>Annexe 2 : Evolution des différentes religions dans le monde, projection, source CIA</b>	<b>- 39 -</b>
<b>Annexe 3 : Le théâtre d'opérations de l'Islam radical selon la CIA</b>	<b>- 40 -</b>
<b>Annexe 4 : mosaïque des confessions en Israël</b>	<b>- 41 -</b>
<b>Annexe 5 : la dimension interreligieuse au Proche-Orient</b>	<b>- 42 -</b>
<b>1 - Juifs et musulmans, deux chemins divergents pour les fils d'Abraham</b>	<b>- 42 -</b>
2 - Chrétiens et musulmans, de croisades en dhimmitude	- 43 -
3 - Les chrétiens d'Orient, entre « schizophrénie civilisationnelle » et dhimmitude	- 43 -
4 - Réalité des traces historiques du conflit Islam - monde judéo-chrétien	- 45 -
5 - La guerre dans la culture arabe	- 46 -
6 - Dialogue Islam – Occident, entre incompréhension et autisme	- 47 -
7 - Facteurs de modération	- 48 -
<b>Annexe 6 : le facteur démographique</b>	<b>- 49 -</b>
1 - Le facteur démographique et l'Islam radical	- 49 -
2 - L'enjeu démographique en Israël : « choc des civilisations » ou « guerre des ventres » ?	- 49 -
<b>Annexe 7 : contrer le « choc des civilisations » au Proche-Orient ?</b>	<b>- 51 -</b>
<b>BIBLIOGRAPHIE</b>	<b>- 52 -</b>